

LA CRISE DE LA NAVALE: les patrons mettent leurs profits à l'abri

voir notre dossier P. 10-11 et 12

lutte ouvrière

**Augmentation
du
chômage**

P.5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 821 - 25 février 1984 - prix : 6 F

**Les routiers
sont pas sympas...
mais efficaces, eux !**



sommaire

Dans le monde

Page 6 :

— 19 février 1964 : les paras français envahissaient le Gabon et remettaient en place un dictateur chancelant.

Page 7 :

— USA : à General Motors, la reprise d'une offensive patronale qui n'avait jamais cessé.

En France

Pages 4 et 5 :

— L'avenir de la crise d'après un scénario de l'INSEE.

Page 8 :

— La grève de 48 heures chez les mineurs du Nord et du Centre-Midi.
— Prodelis Bordeaux ; AFPA Ile-de-France.

Page 9 :

— Charbonnages : les journées d'action à Sallaumines et à Carmaux.
— Scholtès Metz ; hôpital de la Pitié-Salpêtrière Paris.

Page 10 à 12 :

— 10 ans de crise de la Navale.
• Mettre les capitaux à l'abri et faire supporter la crise aux travailleurs.
• Mutations technologiques : mots nouveaux, vieille politique.
• Une industrie amplement restructurée dans les années 70.
• Réactions et discussions aux Chantiers de Saint-Nazaire.

Page 13 :

— Massey-Ferguson Lille ; SNECMA Corbeil ; RVI région lyonnaise.

Page 14 :

— Dans les hôpitaux : Nord-Pas-de-Calais ; Reims ; Bordeaux.

Page 15 :

— Rhône-Poulenc Vitry ; Norton La Courneuve ; triage SNCF de Villeneuve-St-Georges ; foyers PTT.

Culture

Page 16 :

— Livre : *La Chine décollectivise* de René Dumont.

Page 17 :

— Une interview d'Yves Coppens sur les origines de l'Homme.

Pages 18 et 19 :

— Montand sur Antenne 2 : « Vive la crise pour les autres, et à moi mon camion pour une tournée en Californie ».
— Films : *Les cavaliers de l'orage* ; *L'éducation de Rita* ; *Tricheurs* ; *Le garde du corps*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Ite, manifesta est...

D'un week-end à l'autre les manifestations organisées en faveur de l'école « libre », c'est-à-dire essentiellement confessionnelle, semblent rassembler de plus en plus de monde. Il faut dire que les organisateurs ont soigneusement choisi les étapes de leur chemin de croix et de protestation pour donner une impression de progression.

A Rennes, le 18 février, environ 200.000 personnes, selon la presse, ont célébré cette grand-messe du samedi après-midi.

Précédant des banderoles des « Saint-Charles », « Sainte-Marie » (nombreuses) et autres saints ayant donné leur nom à des écoles, tous les notables locaux de droite étaient présents : Marcellin, Bonnet, Guichard, D'Ornano, Méhaignerie et d'autres.

Mais, malgré leur présence, l'ancien ministre de l'Intérieur Marcellin a tenu à affirmer qu'une manifestation présidée par un évêque n'est pas une manifestation politique... Cela ne trompe évidemment que

ceux qui le veulent bien.

En fait, l'enseignement catholique est loin d'être menacé de disparition par les projets du ministre Savary, comme le pensent ou en tout cas l'affirment les organisateurs et les participants de ces manifestations. Et ceux-ci, d'ailleurs, sont généralement bien en peine pour avancer des critiques et des revendications précises face au projet gouvernemental. Non, ce qui les fait bouger, bien plus qu'une menace réelle, c'est une hostilité viscérale de petits-bourgeois réactionnaires vis-à-vis d'un gouvernement qui se dit de gauche.

Les manifestations de « défense de l'école libre » sont surtout une occasion pour tous les gens de droite qui comptent les écoles privées dans leur personnel, parmi les parents d'élèves, et pour toute la droite en général, de se retrouver dans la rue pour manifester leur opposition politique au gouvernement.

Cette opposition, du coup, se renforce pratiquement

d'elle-même au fil des mois. En effet, par ses déclarations passées, le gouvernement entretient l'illusion qu'il voudrait vraiment unifier l'enseignement et toucher donc à l'école confessionnelle, tandis que les atermoiements et les reculs successifs de ce même gouvernement, dans la mise en œuvre d'intentions laïques pourtant modestes, apparaissent à la droite et aux milieux cléricaux comme autant de preuves de la faiblesse et en tout cas de la couardise de ce gouvernement.

En disant une chose et en faisant une autre à propos de l'école, le gouvernement n'a réussi qu'à se placer sur le même terrain que les jésuites. Seulement, sur ce terrain-là, les vrais jésuites ont quand même quelques siècles d'avance sur les enfants de chœur du gouvernement, qui en sont encore à tendre la joue droite quand la droite leur claque la gauche !

Philippe NATIER

Publicité clandestine

Le gouvernement parle de réglementer la publicité pour l'alcool. A la bonne heure !

Rappelons que toute publicité pour l'alcool est déjà interdite à la télévision. Le 2 février, tous les téléspectateurs français ont cependant pu voir sur leur écran Mitterrand et Helmut Kohl s'enfilant de concert un ballon de vin blanc, et pas des moindres. Puisque ce n'était pas de la publicité pour le vin des bords du Rhin, ce ne pouvait donc être que de la publicité pour les hommes politiques qui se cachaient derrière les verres.



Edith voit rouge

Le ministre du Commerce extérieur, Edith Cresson a menacé de partir en guerre contre les Etats-Unis si ceux-ci décident de mettre en place des mesures protectionnistes contre les vins importés d'Europe en général, et plus particulièrement de France.

Selon les services spécialisés du ministère du Commerce extérieur, l'attitude de l'administration américaine serait due à de sournoises pressions des vignerons de Californie (l'Etat où Reagan était gouverneur avant d'accéder à la magistrature suprême), pressions ayant d'autant plus de chances d'être suivies d'effet qu'elles s'exercent en pleine période électorale.

Face à cela, Edith Cresson n'a pas craint de parler tout bonnement de représailles si les Américains prenaient ces mesures protectionnistes. Qu'on se souvienne du blocage des magnétoscopes japonais à Poitiers, a rappelé le ministre. La fière Edith mijote-t-elle le blocage du coca-cola par mesure de rétorsion ?

Réunion publique de Lutte Ouvrière à Lyon

Vendredi 2 mars à 20 h 30
Salle des Expositions,
Palais du Travail, Place
Lazare-Goujon, Villeurbanne.

Le mensuel trotskyste LUTTE DE CLASSE du mois de février 1984 est paru.

Au sommaire :

— La gauche et le gouvernement face à l'agitation paysanne. Où est l'intérêt de la classe ouvrière ?
— La montée de la réaction intégriste musulmane.
— La reprise économique aux USA : quelle ampleur ?



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Les routiers sont pas sympas ... mais efficaces, eux !

LS n'ont guère eu de scrupules, les transporteurs routiers !

Bloquer le quart du pays, immobiliser des dizaines de milliers d'automobilistes, des trains, des familles entières dans leur voiture en plein hiver, par des températures en dessous de zéro, créer à 3 000 camions une véritable catastrophe nationale, cela ne les a pas dérangés ! Que tout le monde aille se faire voir, pourvu qu'on leur cède. Il faut sans doute être borné et un peu salaud pour faire ce genre de chose, mais il faut avouer que c'est efficace.

C'est que les possédants, même lorsque ce ne sont pas des multimilliardaires, mais simplement des patrons transporteurs ou des paysans, n'hésitent pas, eux, à utiliser la violence dès que leurs intérêts sont en jeu.

C'est que leurs syndicats, des syndicats patronaux, ne leur font pas des discours sur l'intérêt général, ou sur la nécessité de sauver l'industrie française, de la moderniser ou de la rénover. Leurs syndicats ne leur disent pas qu'il faut être responsable au point de se sacrifier pour que l'économie française survive.

L'économie française, ils s'en foutent ! L'intérêt général, ils ne connaissent que le leur ! Mais eux sont efficaces et on leur cède. Ah, eux, ils ne se considèrent pas comme responsables. Les paysans ne veulent pas voir plus loin que le coin de leur étable et les camionneurs plus loin que leur capot. Et leurs syndicats font pareil. Résultat : ils se font entendre et ils font céder les pouvoirs publics et tous ceux qui se mettent en travers de leurs intérêts.

Et il n'y a pas qu'eux ! Tous les patrons qui spéculent avec leurs capitaux plutôt que de les réinvestir, tous les détenteurs de fortune qui expatrient leur argent aux Etats-Unis ; tous ceux qui ont acheté le fameux emprunt Giscard plutôt que de créer des emplois et qui aujourd'hui coûtent à l'Etat en intérêts versés bien plus que les déficits réunis de la Sécurité sociale et des ASSEDIC ; tous ceux-là, que pensent-ils de l'intérêt général ? Ils s'en moquent, et ils ne veulent pas voir plus loin que leur portefeuille. Oh, bien

sûr, ils n'utilisent pas la violence. C'est l'Etat qui met à leur service la violence des CRS contre les licenciés qui voudraient protester.

Il n'y a que les travailleurs pour être les dindons de la farce, car, à eux, leurs syndicats leur disent qu'ils doivent être responsables des intérêts français, solidaires de cette économie dont ils ne profitent pas. Les travailleurs ont des syndicats responsables et respectueux, respectueux des intérêts des patrons, et chapeau bas quand ils rendent visite au gouvernement.

Résultat, les travailleurs, personne ne les entend, on leur fait payer la crise, on les licencie, on diminue leurs salaires.

Et pourtant la classe ouvrière dispose d'une force immense, bien plus considérable que tous ces gens-là, une force irrésistible pourvu qu'elle veuille s'en servir. Des millions de travailleurs dans ce pays ont mille fois plus de moyens que les camionneurs ou les paysans. Les tracteurs, c'est eux qui les fabriquent. Les trains, ils n'ont pas besoin de les arrêter, c'est eux qui les font marcher. Les camions, ils en ont plus que tous les transporteurs réunis. Les capitaux, ils peuvent les contrôler et les arrêter bien mieux que le fisc car c'est eux qui tiennent tous les comptes. Et la violence des travailleurs serait à la fois une violence bien plus efficace, et pourtant bien plus humaine et moins égoïste que celle de tous ces petits patrons en rage parce que cela ne va pas aussi bien qu'ils le voudraient pour eux. Et pourtant cela va pour eux bien mieux que pour les travailleurs.

Seulement la classe ouvrière n'utilise pas ses immenses moyens. Elle ne les utilise pas parce que ceux qui prétendent la défendre, les dirigeants des organisations ouvrières, font tout le contraire : ils la ligotent avec des mots, des palabres, des entrevues avec les patrons qui ne cèdent pas, et pour cause, ou avec des ministres qui prennent la défense des patrons.

Alors, les camionneurs sont peut-être des salauds, mais il faut bien dire que ce sont eux qui ont raison !

Le corporatisme n'est pas l'arme de la classe ouvrière

Au début de la grève des routiers, on pouvait se demander si le mouvement n'allait pas devenir impopulaire. D'autant plus que cela démarrait mal, avec le barrage sur les routes des Alpes un week-end de début de vacances scolaires. Au point que la droite elle-même, d'ordinaire si prompt à se saisir de toute manifestation de catégories petites-bourgeoises pour mieux taper sur le gouvernement de gauche, a préféré cette fois se montrer prudente et prendre ses distances avec les méthodes employées par les camionneurs.

Finalement, il semble bien que cela n'ait pas été réellement le cas. On a forgé aux routiers la réputation, vraie ou fausse, d'être sympas, et ils en bénéficient toujours, semble-t-il. Et dans la classe ouvrière, même si les routiers qui manifestent sont de petits patrons, leur action a parfois été vue avec une certaine sympathie, parce que eux au moins se montraient radicaux, eux ne se laissaient pas faire, eux ne se laissaient pas impressionner par leurs dirigeants (dont ils s'étaient d'ailleurs bien passés

pour démarrer le mouvement), ni berné par les négociations au sommet.

Et pourtant, les moyens d'action choisis par ces routiers sont bien caractéristiques d'une lutte étroitement catégorielle d'une couche de petits patrons individualistes, qui ne se préoccupent que de leurs intérêts strictement corporatifs, en se moquant bien de toutes les autres couches laborieuses, autant que de tous les autres usagers de la route.

Le radicalisme des ouvriers, s'ils entraînent en lutte, se devrait, lui, d'être d'une tout autre nature. Car au-delà des différences catégorielles, les ouvriers ou les employés ont tous des intérêts fondamentaux communs. Et leur radicalisme à eux, ce qui peut les rendre mille fois plus efficaces, c'est de sortir de l'ornière du corporatisme pour entraîner dans leur lutte, à leurs côtés, les autres catégories de travailleurs. Et lorsque les directions syndicales (qui, elles, affectent les grèves catégorielles par catégorie, parce qu'elles sont moins dangereuses et moins susceptibles de s'étendre) se prétendent radicales,

parce qu'elles organisent des « grèves surprises », des « grèves tournantes », des « grèves bouchons »... voire des bouchons sur les routes ou le blocage spectaculaire d'un train, elles ne font qu'user la combativité de ceux qui les suivent en trahissant le mouvement, parce qu'elles interdisent ainsi la seule chose qui pourrait rendre la grève plus forte : son extension à d'autres catégories.

Et la grève du zèle des douaniers italiens, qui a été à l'origine de la colère des routiers, n'aurait-elle pas été aussi efficace, face à l'administration des douanes, en laissant passer tout le monde sans contrôle plutôt qu'en s'en prenant à une autre catégorie, les chauffeurs de poids-lourds, qu'on paralysait des heures par un contrôle tatillon ?

La force des travailleurs n'est pas dans l'utilisation par telle ou telle catégorie de la place particulière qu'elle occupe dans la production ou les services pour bloquer la machine sans l'assentiment des autres, voire contre eux. Elle réside avant tout dans leur

solidarité ; une solidarité créée de fait par le système productif lui-même. Chacun est le maillon de l'immense chaîne productive de la société. Les grèves étroitement catégorielles risquent toujours d'opposer une catégorie de travailleurs à une autre.

C'est en sortant au contraire de ces mouvements catégoriels que les travailleurs ont

alors une force immense : immense parce que leurs actions sont alors contagieuses et sont susceptibles d'entraîner la majorité avec eux, et précisément pour cela de trouver l'assentiment de toute la population laborieuse.

O.B.

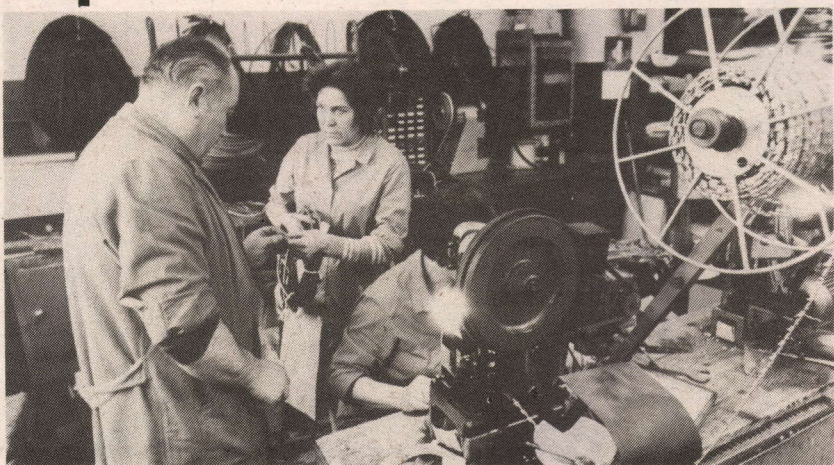
(VOIR NOS ARTICLES SUR LES ROUTIERS PAGE 20.)

CERCLE LÉON TROTSKY
Vendredi 9 mars 1984
à 20 h 30

à la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris V^e
Métro Maubert-Mutualité

L'AFRIQUE DU SUD, HISTOIRE
D'UNE COLONIE :
LUTTE DE CLASSE ET
OPPRESSION RACIALE

L'avenir de la crise d'après un



« Nous avons trop consommé » : qui, « nous » ? Les travailleurs, ou les richards ?

(Ph. LO)

Le Monde du 22 février rend compte d'une étude de l'INSEE, parue dans *Economie et Statistiques*. Sous le titre *Quel effort pour l'avenir ?*, il s'agit d'une projection de l'économie française jusqu'en 1988.

Dans le scénario que ces experts de l'INSEE, ordinateurs en main, nous ont imaginé pour les cinq prochaines années, ils se sont surtout efforcés de mettre en évidence les éléments sur lesquels il faudra jouer pour que l'économie française « traverse au mieux » la période actuelle de crise économique mondiale. « Traverser au mieux », cela s'entend pour l'appareil économique, ses capacités de production, ses capacités à vendre, cela s'entend pour les profits des patrons, et cela ne s'entend guère pour le niveau de vie des travailleurs, comme on va le voir.

Ayant choisi comme point de départ de leurs calculs de donner priorité au rétablissement de l'équilibre des comptes extérieurs du pays et à l'amélioration de la situation financière des entreprises, les experts de l'INSEE en déduisent qu'il faut ralentir la croissance, car une trop forte expansion, ainsi que le développement des dépenses sociales qu'elle pourrait engendrer, entraîneraient des achats à l'extérieur trop lourds pour l'économie française.

Au passage, ils nous apprennent que les ventes de la

France au Tiers Monde, qui étaient de 8,1 % par an de 1973 à 1979, chuteraient de 1,9 % de 1979 à 1988. Cette prévision n'est qu'une extrapolation de la dégradation des conditions de vie dans les pays sous-développés, particulièrement touchés par la crise mondiale, que l'on constate aujourd'hui.

Aux yeux des experts, cela n'est qu'un manque à gagner pour les exportateurs français, qu'il faudra bien rattraper d'un autre côté : en diminuant la consommation des ménages en France même, pour réduire les importations.

La conclusion est donc aussitôt tirée : le bon équilibre des comptes de la France « n'est pas compatible avec la progression des revenus salariaux notamment ».

C'est d'ailleurs le leitmotiv du commentateur de ce rapport de l'INSEE dans le journal *Le Monde* : « nous » avons trop consommé ; « nous » vivons au-dessus de nos moyens ; « nous » n'investissons pas assez ; « nous » devons envisager efforts et sacrifices.

Ces « nous », bien pratiques quand on parle de vivre au-dessus de ses moyens, confondent les uns et les autres, les richards de Neuilly et les smicards de Gennevilliers, les revenus d'un journaliste du *Monde* ou ceux d'un OS chez Talbot. Mais il n'y a plus de confusion sur le « nous » quand il s'agit de prêcher les efforts et les sacrifices à consentir. S'il fait désespérer

quelqu'un, c'est Gennevilliers, pas Neuilly ou Saint-Germain-en-Laye : il faut « réduire les revenus salariaux », il faut « réduire le montant des prestations sociales », mais pas les profits des entreprises, jugés « trop faibles ».

Et comme l'équilibre financier de la Sécurité sociale ainsi que l'alimentation des caisses d'assurance-chômage resteront des problèmes permanents, pour ne pas prélever plus sur le compte des entreprises, les experts de l'INSEE n'envisagent qu'une solution : demander aux travailleurs de fournir encore des contributions supplémentaires et de payer plus d'impôts indirects (augmentation des taux de TVA), ceux qui touchent le plus les couches populaires et les plus pauvres.

Malgré cela, cent mille emplois disparaîtraient chaque année, ce qui nous mènerait à près de trois millions de chômeurs en 1988, soit 13 % de la population active.

Et il s'agit là, paraît-il, d'une hypothèse « optimiste », d'un « cheminement sans histoires » !

Quand les experts de l'INSEE envisagent avec optimisme un scénario de reprise, il y en a encore pour cinq ans d'austérité et trois millions de chômeurs. Qu'est-ce que ça serait s'ils avaient essayé d'imaginer l'autre hypothèse, encore plus probable, d'aggravation de la crise ?

Jacques FONTENOY

Vers les 10 % d'inflation en 84 ?

0,8 %, selon les indices officiels (1 % selon l'indice de la CGT) : voilà le chiffre des hausses de prix de janvier. Fameux, le premier chiffre de cette année, mise sous le signe des 5 % d'inflation maximum par Delors ! Et cela risque de ne pas s'améliorer pour février : une hausse de 5 % des tarifs d'électricité vient d'avoir lieu. Et ce n'est probablement qu'un début d'autres trains de hausses.

Les calculs de la CGT sont d'ailleurs révélateurs : dans les postes qui coûtent maintenant le plus cher à la population, parce qu'ils ont le plus augmenté, viennent en premier lieu l'alimentation et les dépenses de santé. Ces deux postes concernent véritablement des dépenses de première nécessité, qui lésent d'abord les plus pauvres, et où, pour les dépenses de santé particulièrement, les augmentations découlent directement des décisions gouvernementales d'augmentation du prix de journée et de la création du forfait hospitalier.

Les objectifs officiels de limitation des hausses annoncés à grand renfort de publicité et de planches à voile à la télévision, ne riment à rien. L'an dernier les salaires ont, au plus, augmenté de 8 %, selon l'indice CGT, de janvier 1983 à janvier 1984. Les prix, eux, ont grimpé de 12,5 %, soit au moins une fois et demie plus vite que les salaires.

Mais le gouvernement se

moque de ses propres chiffres, et sa prétendue rigueur pour tous frappe d'abord et surtout les plus démunis : les salariés. Pour 1984, le patronat et le gouvernement se relaient et s'épaient, dans tous les secteurs, privés comme publics, pour imposer même encore moins que le maximum de 5 % de hausse des salaires. D'ores et déjà, dans de nombreuses branches de l'économie, les travailleurs ont été informés que leurs salaires augmenteraient réellement en fait de bien moins que cela. Par exemple cela fera au total, pour l'année, 1 % dans les banques et même près de 0 % à la Sécurité sociale, si l'on tient compte de l'augmentation des cotisations sociales prélevées automatiquement sur le bulletin de paye et, bien sûr, de cette nouvelle invention gouvernementale, cet « effet report » qui a un don prodigieux : celui de comptabiliser des augmentations de salaire dont personne n'a jamais vu la couleur !

Mais, de cotisations en effet report, pour s'en prendre à notre niveau de vie, il faudra bien qu'un jour gouvernement et patronat découvrent un nouveau truc : « l'effet boomerang » ou, si l'on préfère, le retour de manivelle pour une colère qui, à force d'effet report, se sera tellement reportée et accumulée qu'il faudra bien qu'elle explose !

N.M.

L'inégalité devant la mort, c'est l'inégalité devant la vie

Une étude que vient de publier l'INSEE dans *Economie et Statistiques* confirme l'inégalité sociale des Français devant la mort. Mais elle révèle que, au cours des vingt dernières années, cette inégalité s'est accrue.

Certes, depuis 20 ans, l'espérance de vie a augmenté en France. En 1981, elle était de 70,4 ans pour les hommes et de 78,5 ans pour les femmes. Les écarts de mortalité s'accroissent, non seulement selon les sexes mais aussi selon les catégories socio-professionnelles. Ce sont les manœuvres, les OS et les salariés agricoles qui ont l'espérance de vie la plus faible. Entre 35 et 60 ans, ils risquent trois fois plus de mourir qu'un ingénieur. La probabilité qu'ils meurent dans l'année est six fois plus grande que pour un cadre supérieur. Un quart des manœuvres décèdent entre 35 et 60 ans, trois fois plus que les professeurs et ingénieurs.

En fait, les manœuvres, les OS et les salariés agricoles sont ceux dont la mortalité a le moins baissé en vingt ans.

Le chômage et l'inactivité en général sont également liés à une surmortalité, toujours plus forte pour les plus pauvres. Seule exception notable : les contremaîtres, qui connaissent un taux de mortalité relativement bas (qu'il est doux de ne rien faire quand tout s'agit autour de vous...).

Autre facteur aggravant le taux de mortalité des travailleurs par rapport aux autres catégories : l'habitat dans une grande agglomération. Les temps de transport qui y rendent la vie plus pénible y sont certainement pour quelque chose.

En fait, toutes ces statistiques rendent compte de l'exploitation et des contraintes sociales auxquelles sont soumis d'une manière ou d'une autre les individus. Et les causes elles-mêmes de mortalité le confirment. On constate en effet que le cancer, cause de décès la plus importante en France, frappe deux fois plus les ouvriers que les cadres supérieurs. Cela s'explique à la fois par des conditions de vie différentes, mais aussi par le fait que les ouvriers se soi-

gnent moins. L'accès aux soins, qui est une cause évidente de diminution de mortalité, en particulier pour les maladies de l'appareil cardiovasculaire et pour le cancer (plus de la moitié des causes de décès), a surtout profité aux catégories sociales privilégiées.

Ainsi, cette inégalité devant la mort révèle une autre injustice. Car finalement, ce sont ceux qui cotisent le plus, proportionnellement à leur salaire, à la Sécurité sociale, qui en profitent le moins. Non seulement parce qu'ils se soignent moins, mais parce qu'ils vivent moins longtemps.

En effet, par le biais du système du plafonnement d'une partie importante des cotisations sociales, les salaires élevés échappent en partie aux cotisations, alors que les salaires inférieurs sont frappés en totalité.

On nous explique que la Sécurité sociale est basée sur le principe de la solidarité. Mais il semble bien que, là aussi, la solidarité joue surtout des pauvres vers les autres.

Claude CHARVET

scénario de l'INSEE

CHÔMAGE :

même les statistiques officielles n'arrivent plus à cacher son augmentation

Selon les chiffres fournis par l'ANPE, il y avait en France, fin janvier, en données brutes sans « correction des variations saisonnières », 2.252.100 demandeurs d'emploi, soit une hausse de 1,1 % en un mois. Tous les mois il y a environ 25.000 chômeurs de plus recensés, et cela depuis octobre dernier.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emplois enregistrées par l'ANPE chute brutalement, passant de 59.100 en décembre 1983 à 38.000 en janvier. Non seulement il y a de plus en plus de chômeurs, mais leurs chances de retrouver un emploi rapidement diminuent. Globale-

ment, les effectifs salariés ont baissé de 1,2 % en 1983, alors que la population active - ou en âge de l'être - augmentait !

Ainsi, malgré tous les trucs utilisés (décomptages des stagiaires, des pré-retraités, radiations des listes sous des prétextes divers...), les statistiques ne parviennent plus à cacher que le chômage augmente toujours rapidement et qu'on se dirige vers les 3 millions de chômeurs. En même temps il y a d'ailleurs une progression du nombre des chômeurs partiels, qui montre que ceux qui ont encore un emploi n'ont pas tous pour autant un salaire complet toute l'année.

Les licenciements annoncés ou prévus dans plusieurs secteurs importants (mines, automobile, chantiers navals, etc.) ne vont certes pas faire diminuer ces chiffres, même si par un certain nombre de tours de passe-passe (retour au pays, stages de formation, pré-retraite) on réussit à ne les comptabiliser qu'en partie dans les statistiques.

Au total, il y a eu 336.000 licenciés pour cause économique en un an, de janvier 1983 à janvier 1984. L'année qui vient risque d'être pire si les travailleurs n'y mettent pas un coup d'arrêt.

Alain LEMART



(Ph. LO)

LE CHÔMAGE « TOTAL-PARTIEL »

Des licenciements par une porte dérobée

Le « chômage total-partiel » : rien que le nom flaire la combine qui, semble-t-il, commence à faire fortune. « Les employeurs qui ont découvert ce chemin détourné l'empruntent à qui mieux mieux, et certains cabinets-conseils n'hésitent pas à en recommander l'utilisation », écrit le journal *Le Monde* du 16 février.

De quoi s'agit-il ? D'un moyen de procéder à des licenciements collectifs sans le dire : la législation sur l'indemnisation du chômage partiel, qui prévoit cette indemnisation dans les limites d'un contingent maximum annuel de 600 heures, prévoit dans certaines conditions la possibilité de dépasser ce contingent horaire. Dans le cas, précise la réglementation, où la mise en chômage partiel dépasse quatre semaines, le chômeur partiel peut s'inscrire comme étant demandeur d'emploi ; et, même « alors qu'il n'a pas fait l'objet d'une mesure de licenciement », il peut bénéficier de « l'ouverture des droits aux allocations prévues en faveur des salariés dont le contrat de travail a été rompu ».

Ainsi ces chômeurs partiels peuvent devenir des chômeurs totaux par la simple utilisation d'un biais juridique qui n'avait été au départ prévu que pour des cas exceptionnels (intempéries à caractère exception-

nel, sinistre interrompant pour un long moment le fonctionnement d'une entreprise par exemple).

Cette combine étant de plus en plus utilisée par des patrons pour procéder à des licenciements collectifs déguisés, la Commission supérieure de l'emploi devait préparer un projet de modification de la réglementation mettant fin à cette pratique. Le ministre de l'Emploi, Ralite, avait donné l'assurance, en décembre dernier, que ce problème serait réglé.

Depuis, on n'a rien vu venir. Et le journal *Le Monde* du 16 février explique ce silence en ces termes : « Les représentants du patronat hésitent à se fermer une porte qui leur offrait la possibilité d'appliquer, sans le dire, cette fameuse « flexibilité » dans l'emploi que réclame le CNPF (...) Le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale lui-même s'est montré sensible aux arguments avancés. En conséquence le décret, si jamais il y avait un texte, ne serait sans doute pas signé par le ministre, qui se déclare soucieux de laisser de la souplesse à la vie sociale. »

Souple au point de laisser les patrons tricher avec la loi... tant qu'ils n'auront pas réussi même à assouplir encore plus la loi.

O.B.

ACCELERATION DES LICENCIEMENTS

Puisque ça gaze du côté du gouvernement, Gattaz appuie sur le champignon

Yvon Gattaz a pris bonne note des déclarations de Mitterrand qui, à 7 sur 7, le 12 février dernier, avait affirmé que « la lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciements ont souvent causé des difficultés » et qu'il « faut remédier à cela ». Mitterrand accédait là, officiellement, à la demande du patronat, qui réclame depuis plusieurs mois à cor et à cri de pouvoir licencier plus rapidement. Une polémique avait alors suivi, entre le journal patronal *Les Echos* qui se réjouissait de la déclaration de Mitterrand et le ministre de l'Emploi, Ralite, qui niait avoir reçu des consignes d'accélération des procédures. Alors Bérégovoy, le ministre des Affaires sociales, remettait ça une semaine plus tard au Grand-Jury RTL-Le Monde, en précisant qu'« il ne s'agit pas de modifier les textes en vigueur, il s'agit d'aller plus

vite dans l'examen des cas qui nous sont soumis ».

Alors Yvon Gattaz, sur cette position acquise, réclame qu'on passe maintenant à la deuxième manche : il demande que non seulement les services de l'inspection du travail accélèrent leurs examens des dossiers, mais aussi que soit renégociée la loi en vigueur sur les licenciements, à savoir la loi votée en 1969 et amendée en 1975 par Durafour avec l'accord du patronat. Car, s'il y a un délai trop long, de l'avis du patronat, et dont la réduction ne dépend pas d'une simple consigne administrative, c'est que la loi autorise les syndicats, par l'intermédiaire des Comités d'entreprise, à faire nommer un expert pour discuter du bien-fondé de la demande de licenciement et ainsi pouvoir repousser les licenciements par des recours administratifs d'au moins quatre mois.

« La loi de 1975 et les conventions collectives ne correspondent plus à notre période de crise », a déclaré Gattaz. Et il demande que la loi soit renégociée avec les syndicats, affirmant même que « ceux-ci le comprennent et (...) que toutes les fédérations professionnelles y sont prêtes ». Gattaz compte peut-être un peu trop vite sur l'accord des syndicats mais, ayant reçu une première approbation de la part du gouvernement, il espère que, dans la logique en cours depuis trois ans, ceux-ci ne s'opposeront pas aux volontés d'un gouvernement auprès duquel ils prennent leurs directives. Gattaz espère pouvoir compter sur la flexibilité des syndicats, en plus de celle du gouvernement, pour rendre les licenciements plus « flexibles ». Mais les travailleurs qu'on veut licencier pourraient bien eux, montrer qu'ils ont encore du ressort.

Patricia MULLAN



Gattaz et Bérégovoy se comprennent parfaitement. (Ph AFP)



il y a
20 ans

19 février 1964

Les paras français envahissaient le Gabon et remettaient en place un dictateur chancelant

Le 19 février 1964, une heure avant le lever du soleil, les paras français du 7^e Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine Aéroportée, basé à Dakar, atterrissaient dans un DC 8 sur l'aéroport de Libreville, la capitale du Gabon, pour remettre en selle le président Léon M'ba, qui venait d'être renversé quelques heures plus tôt par un coup d'Etat.

A 7 h 30, les parachutistes reprenaient la radio, aux mains des soldats rebelles. Ils étaient rejoints par le 6^e Régiment d'Infanterie, venu de Bouar, la base militaire française en Centrafrique.

Les deux régiments encerclaient les mutins à Lalala. Ceux-ci, conduits par les lieutenants Mombo et Essone, devaient se rendre quelques heures plus tard.

L'armée française venait d'intervenir, très ouvertement, et avec une remarquable célérité, pour remettre en place le dictateur Léon M'ba, l'homme de l'impérialisme français au Gabon.

Au passage, cette intervention donnait la mesure véritable de la prétendue décolonisation proclamée par le général De Gaulle depuis 1960.

LE GABON, CHASSE GARDÉE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

C'est le 17 août 1960 que l'indépendance du Gabon avait été proclamée. C'était l'avant-dernière proclamation d'une longue série, qui avait déjà accordé l'indépendance à tous les pays de l'Afrique noire française, à l'exception de la Mauritanie qui fut proclamée à son tour indépendante en novembre 1960.

André Malraux était là pour ratifier, au nom du général De Gaulle, et la proclamation, et les accords de « coopération » qui devaient régler désormais les rapports entre la France et le nouvel Etat indépendant.

En fait d'indépendance, il s'agissait d'un tour de passe-passe politique qui devait permettre, en mettant en place des équipes dirigeantes gabonaises choisies par la France, de maintenir intégralement tous les avantages de l'impérialisme français.

L'article 5 des accords de coopération signés alors stipulait : « La République française est tenue informée des programmes et projets concernant l'exportation hors du territoire de la République gabonaise des matières et produits stratégiques ».

En ce qui concerne les mêmes matières et produits, la République gabonaise réserve par priorité leur vente aux Etats de la Communauté, après satisfaction des besoins de sa consommation intérieure, et s'approvisionne par priorité auprès de ces Etats ».

Pas question que le Gabon s'« égare » hors de la « Communauté », régentée par la

tutelle française. Comme le commenta plus tard De Gaulle, dans un style direct, loin des grandes phrases creuses sur la « grandeur française » : « Cet argent que nous donnons pour l'aide aux pays sous-développés n'est de l'argent perdu à aucun point de vue. Je considère même que c'est un très bon placement » (14 décembre 1965, conférence de Paris).



Jacques Foccart, secrétaire général à la présidence de la République, l'éminence grise de De Gaulle pour les affaires africaines. (Ph. UPI)

LÉON M'BA, L'HOMME DE PARIS

L'homme que la France avait choisi pour le mettre à la tête du jeune Etat gabonais était Léon M'ba. Condamné jadis pour crime rituel, représentant le Gabon à partir de 1952 à l'Assemblée territoriale (une structure parlementaire mise en place par la métropole coloniale), lié à Houphouët-Boigny, futur patron de la Côte-d'Ivoire, et type même du politicien dont toute la carrière s'était menée dans le giron de l'impérialisme français, il présentait finalement plus de garanties que celui avec qui il était en concurrence politique depuis longtemps, Jean-Hilaire Aubame, autre politicien gabonais de l'époque.

Ce dernier avait été la princi-

pale figure gabonaise de 1946 à 1958. Pour sa part, il était lié au sénégalais Senghor et au Parti Socialiste Français. Outre ces liens avec les socialistes, les gaullistes ne lui pardonnaient pas d'être moins malléable que M'ba et le soupçonnaient d'être l'« homme des Américains ».

Si au début les deux hommes collaborèrent, et Aubame fut ministre de M'ba, leur oppo-

paya de huit années de prison.

L'INTERVENTION FRANÇAISE

La réaction du gouvernement français n'avait pas traîné. Sitôt la nouvelle connue, Foccart, l'éminence grise de De Gaulle, spécialiste des affaires africaines et principal artisan de cette intervention, prit l'affaire en main avec ses amis, dont l'un des principaux n'était autre que... Philippe Guillaumat, directeur de la compagnie Elf, dont les intérêts au Gabon commençaient à devenir importants.

Pendant que les militaires français préparaient leurs troupes, les politiciens mettaient en vitesse en place le scénario qui devait justifier l'opération, ce qui posa quelques petits problèmes techniques, comme le montre Pierre Péan dans son livre *Affaires africaines* : les Français n'arrivaient pas à joindre le vice-président du Gabon, Yembit, qui devait signer, pour la « bonne forme » légale, une demande d'intervention. Tant pis : on la lui fit signer finalement, antidatée, après l'arrivée des paras français. Et pour l'avenir Foccart prit ses précautions, en faisant préparer des demandes d'intervention françaises, avec des blancs pour la date, signées de M'ba. Sait-on jamais ?

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ENTEND RESTER LE MAÎTRE CHEZ LUI

Les raisons de l'intervention française sont multiples. Il y a bien sûr celles qui relèvent du Gabon lui-même. Ce pays, si petit soit-il, regorge de richesses naturelles, non seulement du bois dont on fait le contreplaqué, l'okoumé, longtemps la principale richesse nationale, mais surtout du pétrole et divers minerais comme le manganèse. Pas question pour l'impérialisme de perdre ce réservoir naturel de richesses.

Mais il y en a d'autres, qui tiennent à l'ensemble de la politique de l'impérialisme français en Afrique : d'une part la nécessité de rassurer les autres dictateurs africains mis en place par la France et qu'inquiétait de plus en plus la vague de coups d'Etat qui commençait à se répandre en Afrique, comme celui qui avait renversé l'abbé Fulbert Youlou au Congo-Brézaville ; d'autre part le souci de ne pas laisser venir au pouvoir au Gabon un homme, Aubame, qu'on esti-

mait trop lié aux Etats-Unis.

L'intervention rapide et spectaculaire au Gabon était donc l'occasion de montrer à tous que l'impérialisme français considérait non seulement le Gabon, mais toute l'Afrique noire ex-française, comme sa chasse gardée, et d'assurer les politiciens autochtones du soutien des paras français.

LE GABON ET LA FRANCE MAIN DANS LA MAIN POUR LE PLUS GRAND PROFIT DES COMPAGNIES FRANÇAISES

Une fois M'ba remis en place, l'impérialisme français renforça ses positions au Gabon et se dépêcha de préparer la succession de M'ba, malade. Bongo lui succéda en 1968. Main dans la main avec les différents présidents qui se succédèrent à la tête de l'Etat français, de De Gaulle à Mitterrand, ainsi d'ailleurs qu'avec les P-DG qui se succédèrent à la tête de la société Elf, de Guillaumat à Chalandon, Bongo n'a cessé de se féliciter de cette collaboration qui assura la stabilité de sa dictature. Une collaboration dont les sociétés françaises sont les principales gagnantes puisque par exemple, en 1981, un investissement de 181 millions de francs (payés par l'Etat français) leur a rapporté 2 362 millions de francs, d'après les calculs de *L'Expansion*.

Le Gabon est désormais intégré au dispositif militaire français en Afrique noire (1). Libreville est l'une des bases militaires par laquelle transitent les avions français qui sillonnent le ciel africain. Du Gabon, les « barbouzes » et autres mercenaires ont déjà mené pour le compte de l'Etat français de nombreuses opérations de déstabilisation, contre le Nigeria en 1969, contre l'Angola et contre le Bénin, au milieu des années 1970.

L'armée gabonaise, comme les troupes françaises stationnées sur place, participe aux manœuvres communes franco-africaines, qui ont pour but d'habituer troupes françaises et africaines à collaborer en commun et à connaître le terrain sur lequel il leur faudra intervenir demain, si les peuples d'Afrique entrent en lutte pour s'émanciper et récupérer toutes les richesses pillées.

La dictature remise en place par De Gaulle, soutenue par Pompidou et Giscard, reste un des piliers de la politique africaine de Mitterrand.

Jacques FONTENOY

(1) Sur cet aspect, on peut lire l'article de Robert Luckham, *Le militarisme français en Afrique*, paru dans les numéros 5 et 6 de la revue *Politique Africaine*, publiée par les éditions Karthala (50 F chaque).

POUR CEUX QUI VEULENT EN SAVOIR PLUS : la plupart des informations contenues dans cet article sont tirées du livre de Pierre Péan, journaliste au *Canard Enchaîné*, *Affaires africaines*, qui relate les vingt-trois années de profitables relations entre la France et le Gabon. Ceux qui veulent en connaître les multiples épisodes trouveront dans ce livre de quoi satisfaire leur curiosité (Editions Fayard, 341 pages, 79 F).

Etats-Unis

General Motors : la reprise... d'une offensive patronale qui n'avait jamais cessé

Au moment même où Reagan se félicite, à grand renfort de publicité, de la prétendue relance économique, les syndicats de l'automobile ont révélé un document confidentiel de General Motors qui annoncerait 80 000 licenciements nouveaux d'ici 1986.

En fait, il s'agissait là (car General Motors a confirmé ses intentions depuis) de projets que le premier constructeur automobile au monde comptait annoncer aux syndicats lors de prochaines discussions sur l'élaboration d'un nouveau contrat de travail. Et, apparemment, l'annonce de ces futurs licenciements n'a pas mis General Motors dans l'embarras. Cette annonce constitue au contraire pour la firme un avertissement adressé aux syndicats avant les négociations et une sorte de ballon d'essai destiné à afficher la couleur, en espérant qu'ensuite les mesures de licenciement passeraient plus facilement.

Selon la presse américaine, ces 80 000 suppressions d'emploi (20 % des effectifs de la firme) auraient un double but. D'abord affaiblir les forces

d'un personnel massivement syndiqué (à plus de 90 %), en lui donnant à entendre que cette syndicalisation ne saurait faire obstacle aux projets de la direction. Ensuite, et surtout, permettre de réduire les coûts de production. En effet, la négociation sur ces licenciements entre le syndicat de l'automobile UAW et la direction de General Motors devrait permettre à cette dernière — en tout cas elle l'espère — de faire passer dans la foulée un nouveau mode de calcul des augmentations de salaire, qui lui soit évidemment plus profitable. Ainsi, le principe d'une relative indexation des salaires sur l'inflation serait supprimé et remplacé par un système de « partage des profits ». Ce « partage » constituerait bien sûr un moyen efficace pour éviter d'augmenter les salaires, car ces augmentations ne dépendraient plus que des profits que la direction voudrait bien officiellement reconnaître !

Ces 80 000 licenciements, selon la direction de General Motors, seraient nécessaires pour faire face à la concurrence et robotiser ses chaînes de fabrication.

Comme quoi, sous toutes les latitudes et dans toutes les langues, l'argument est le même et ne sert jamais qu'à couvrir, sous prétexte de modernisation, une défense des profits patronaux et une attaque contre les salaires ouvriers.

Il faut dire que General Motors, en ce moment, pourrait difficilement arguer de difficultés commerciales pour demander et obtenir des syndicats, comme en 1982, qu'ils acceptent la suppression (chose jamais vue depuis trente ans) de toute augmentation salariale. En effet, l'an dernier, son chiffre d'affaires a augmenté de 24,2 %, dégageant un bénéfice net, pour 1983, de 3,7 milliards de dollars. General Motors n'est d'ailleurs pas une exception : c'est l'ensemble des constructeurs automobiles américains qui ont vu leurs ventes augmenter de 26 % en un an.

En 1983, au total, on aurait produit près de 6,8 millions de voitures, ce qui selon la presse américaine, au niveau de la production automobile, ferait de 1983 la meilleure année depuis quatre ans. Mais les journaux se gardent bien de dire que,

même quand la production baissait, ce n'était pas forcément de « mauvaises années » pour les patrons américains de l'automobile, car ceux-ci s'arrangeaient pour licencier, bloquer les salaires et obtenir du gouvernement des nouveaux avantages fiscaux.

Mais maintenant que la production automobile redémarre, ces mêmes patrons voudraient bien profiter de la situation ainsi créée pour continuer à faire pression sur le niveau de vie des travailleurs, en embauchant par exemple des chômeurs

en-dessous des tarifs syndicaux, comme General Motors vient d'en manifester l'intention.

Maintenant, il est une question — et c'est la principale — à laquelle le document « secret » de General Motors ne peut évidemment pas apporter de réponse : c'est de savoir jusqu'à quand les travailleurs américains de l'automobile accepteront de voir leur niveau de vie baisser pour qu'augmentent les profits de leurs exploiters.

Ghislaine GAUTHIER

Iran-Irak

Ceux qui bénéficient de la guerre

La guerre entre l'Iran et l'Irak semble connaître une nouvelle flambée. Selon un haut fonctionnaire américain, c'est ce qu'indiqueraient les préparatifs militaires entre les deux pays depuis une semaine d'autant que les combats ont repris avec plus d'ampleur à la frontière irano-irakienne. L'Iran a mobilisé plusieurs dizaines de milliers d'hommes, enrégimentés dans toutes les grandes villes d'Iran par les mosquées de quartiers. 500.000 hommes au total pourraient s'affronter à la frontière irano-irakienne, dans une bataille dont l'ampleur, selon un responsable américain cité par *Le Monde* du 20 février, serait comparable à celle de ces grandes offensives comme en a connu la Première Guerre mondiale.

Pour l'instant, en tout cas, cela fait 41 mois que les deux armées se pilonnent. Et si aucune n'arrive à prendre l'avantage sur l'autre, elles ont par contre à leur actif déjà plusieurs centaines de milliers de morts. Seul l'impérialisme a tiré quelque intérêt de cette guerre :

l'impérialisme américain, qui au départ avait vu dans son déclenchement une possibilité de marquer des points contre le régime de Khomeiny, et les impérialismes européens, qui continuent, eux, à armer les deux pays. La Grande-Bretagne, par exemple, s'est « placée » sur le marché militaire iranien, quitte à en évincer quelque peu son allié mais concurrent français. Du coup, celui-ci, qui avait déjà conclu de fructueux contrats, sous la droite, avec l'Irak, a encore renforcé depuis 1981 ses fournitures militaires à l'Irak. C'est ce qu'a d'ailleurs spectaculairement montré la livraison de *Super-Étendard* à l'Irak, voici quelques mois. Là aussi, Mitterrand a plus que fidèlement assumé l'héritage de l'impérialisme français, dont la prospérité s'est assise depuis longtemps sur les cadavres des peuples qui, croyant se battre pour eux-mêmes, ne combattaient le plus souvent que pour les intérêts des marchands de canons français, anglais, ou américains.

N.M.

Portugal

Manifestation contre l'austérité

Jeudi 9 février, quatre mille ouvriers des chantiers navals ont manifesté à Lisbonne : le gouvernement leur a envoyé la police anti-émeute. Bilan : douze blessés.

Ils protestaient contre les licenciements annoncés fin janvier (un millier pour les six mois à venir) et contre le fait que les salaires ont déjà cessé d'être versés régulièrement.

Cette situation n'est, paraît-

il, pas unique : d'autres ouvriers, dans la métallurgie par exemple, n'auraient pas touché leur salaire depuis plusieurs mois (jusqu'à 8 mois pour certains). Un militant du Parti Communiste Portugais, interrogé par *Libération*, disait ne pas croire aux difficultés financières des entreprises qui, selon lui, placeraient l'argent de la paye dans les banques au taux de 46 %, pour les opérations à court terme.

Le gouvernement socialiste laisse faire. Il se contente d'envoyer sa police pour faire respecter l'ordre des patrons et les mesures d'austérité réclamées par le FMI.

En avril dernier, après la victoire socialiste aux élections (25 sièges de plus), Mario Soares avait rappelé qu'il y aurait « de nouveaux sacrifices » pour les travailleurs. On peut dire qu'il a tenu sa promesse.

S.M.

Quelques jours après qu'Hassan II a fait tirer sur les foules marocaines qui protestaient contre les hausses des produits alimentaires, et notamment du pain, sur les murs de Paris apparaissaient des affiches proclamant sans honte : « Tout près d'ici, il est un royaume où l'amitié est reine : le Maroc »

Des affiches comme on en voit souvent pour vanter, sur les murs des grandes villes et sous des couleurs riantes, les vacances dans des pays où des touristes à devises iront oublier qu'à deux pas de leur plage ou de leur hôtel de luxe c'est la misère la plus noire pour l'immense majorité de la population.

Et si, bien sûr, il y a sans doute bien d'autres publicités aujourd'hui pour des « pays de rêve » qui n'ont rien à envier au Maroc quant à la dictature qui y sévit, ces affiches pour « un royaume où l'amitié est reine » rappellent surtout que le Maroc est « un royaume où le roi est l'assassin de son propre peuple »

P.L.

TOUT PRÈS D'ICI
IL EST UN ROYAUME OÙ
L'AMITIÉ EST REINE.



Le Maroc

Mexique

Les enfants défendent leurs droits

Lundi 20 février, des milliers d'enfants mexicains se sont mis en marche en direction de Mexico, la capitale du Mexique.

Ils sont partis de nombreux points du pays : les Etats de Jalisco, Morelos, Puebla, San Luis Potosí, Sinaloa et Veracruz.

Leur marche doit durer une semaine.

Ce sont des coupeurs de canne, qui sont 20 000 à travailler dans les plantations mexicaines.

Comme ils sont petits, les propriétaires les paient bien moins que des adultes. Et,

faute d'avoir la force de pouvoir couper leurs 4 tonnes de canne par jour, ils ne touchent évidemment même pas le salaire minimum légal.

Ils se sont mis en marche pour réclamer leur dû, et aussi obtenir que le gouvernement leur ouvre des écoles.

Parents sans emploi — il vient des campagnes chaque jour 8 000 personnes sans emploi à Mexico ! — enfants surexploités : c'est le visage quotidien d'un pays sous-développé, pressuré par les banquiers au cœur sec du Fonds Monétaire International.

J.F.

PRODELIS (Bordeaux)

Les patrons décident la fermeture..

Prodelis, la raffinerie de sucre de Bordeaux, sera fermée. Cette filiale de Béghin-Say et de Sucre-Union avait été créée il y a un an seulement, reprenant la vieille usine de sucre de canne de Bordeaux et promettant aux salariés de relancer l'exploitation d'une usine en perte de vitesse.

Après le temps des promesses, le verdict du conseil d'administration est tombé. Il coûterait plus cher aux patrons sucriers de moderniser la raffinerie que de la fermer : la fermeture est donc décidée. Et tant pis pour les 370 salariés qui se retrouvent sur le tapis, dans un département qui compte déjà 56.000 chômeurs. Tant pis pour ceux qui se sont fait exploiter des années durant, travaillant en 3/8 avec à peine 15 minutes de pause pour le casse-croûte, dans une usine qui a déjà rendu sourds 60 ouvriers de fabrication. Il en faudrait plus pour troubler les magnats du sucre : après avoir pressé le citron, ils le jettent, restructuration oblige.

Le directeur Courthéoux, a eu le cynisme de venir s'en

expliquer devant les ouvriers et leurs familles réunis par les syndicats.

« Où vous voulez qu'on aille ? », « Quelles garanties nous donnez-vous ? », « J'ai 44 ans, je me suis présenté pour un emploi la semaine dernière : on m'a dit que j'étais trop vieux ».

Courthéoux n'a pas été gêné de leur répondre : « Aucun miracle ne peut être attendu. Chacun devra faire un effort d'adaptation ». Et de proposer des « perspectives » d'emploi dans des sociétés bidon. Sucre-Union propose même aux ouvriers de Prodelis de créer des ateliers d'élevage de porcs !

Les salariés se sentent dupés.

Les syndicats, CGT en tête, refusent la fermeture d'une usine qu'ils considèrent viable.

Quant au directeur, il veut négocier un plan de reclassement pour en finir le plus vite possible.

Mais il n'est pas dit que les ouvriers se laissent jeter à la rue aussi facilement.

La grève de 48 heures chez les mineurs, très suivie dans le Nord et le Centre-Midi



(Ph. LO)

La grève des mineurs, appelée par tous les syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC) pour le lundi 20 février et le mardi 21 février, a été manifestement très suivie, surtout dans le Nord-Pas-de-Calais (environ 85 % de grévistes) et le bassin Centre-Midi (plus de 90 % de grévistes). En Lorraine, il y a eu nettement moins de grévistes, mais plus de 50 % tout de même.

Les syndicats ont appelé à cette grève pour protester contre le plan gouvernemental prévoyant pour les années à venir une diminution radicale de la production de charbon, et surtout des suppressions d'emplois en masse. Le plan définitif n'est pas encore arrêté, mais les « hypothèses de travail » présentées par Mauroy et par le conseil d'administration des Charbonnages de France ne laissent aucun doute : la production, actuellement de 18 millions de tonnes par an, doit être ramenée d'ici 1988 à 13 millions, et même à 10 millions de tonnes, dans l'hypothèse la plus basse. Tous les puits du Nord-Pas-de-Calais risquent d'être fermés, ainsi que les mines de fond de la région Centre-Midi. La production en Lorraine diminuerait d'un tiers.

En fait, l'objectif du gouvernement est de diviser par deux le nombre de mineurs en activité, actuellement au nombre de 56.000.

Et la « manière-douce »

chère à Mauroy - retraite et pré-retraite - ne lui suffira pas. Il lui faudra en plus se débarrasser de 2000 travailleurs supplémentaires environ chaque année pour atteindre son objectif.

Cette véritable déclaration de guerre a frappé d'autant plus qu'elle venait après 2 ans de promesses et d'illusions soigneusement entretenues par le gouvernement. En 1981, Mauroy, reprenant les promesses électorales de Mitterrand, avait déclaré : « Nous allons réactiver l'industrie minière et charbonnière ». Et il avait promis une production de 30 millions de tonnes de charbon par an. Le Parti Communiste de son côté faisait de la « relance du charbon » un de ses slogans favoris. La nomination de Georges Valbon, un dirigeant communiste, à la tête des Charbonnages de France (il a démissionné depuis) avait pu faire croire que le gouvernement voulait réactiver ce secteur, en perte de vitesse depuis longtemps. En 20 ans, les Charbonnages de France ont supprimé 120.000 emplois. La politique d'EDF, avec le « tout nucléaire », n'a fait qu'accélérer ce déclin, d'autant que le charbon français reviendrait beaucoup plus cher que le charbon étranger.

Cet impératif-là, rentabiliser le charbon français, c'était la politique de Giscard. Mitterrand et Mauroy l'ont reprise à leur compte : restructurer sur le

dos des travailleurs, donner l'exemple de « la rigueur » au patronat !

Mais ça passe mal. « On nous a fait croire au Père Noël », disait un syndicaliste d'Alès. Les syndicalistes eux-mêmes tombent de haut. Tous les syndicats se sont déclarés violemment hostiles au « plan de casse », avec un ton qui montre que la déception, sinon la colère, est grande. « Jamais la direction des Charbonnages et le gouvernement n'étaient allés aussi loin dans la provocation à l'égard des mineurs » les a-t-on entendus dire.

Parmi les mineurs, plus personne ne croit aux « stages de reconversion », aux primes aussi nombreuses qu'inutiles données aux patrons pour qu'ils embauchent. La reconversion promise par Mauroy signifie, tout le monde le sait, le chômage pour des milliers de mineurs, et à terme la fermeture de dizaines et de dizaines de petites entreprises et de commerces qui vivaient autour des Charbonnages.

Le 2 mars, les syndicats appellent à une « marche sur Paris », le jour où le conseil d'administration des Charbonnages de France annoncera le plan définitif. Mais est-ce des journées d'action, même à répétition, et de manière isolées par rapport à tous les secteurs attaqués de la même manière, qui feront reculer le gouvernement ?

B.G.

AFPA de l'Ile-de-France

Stages de reconversion : les listes d'attente s'allongent

Ces temps-ci, on entend souvent parler de réinsertion, de recyclage professionnel, et cela surtout à l'occasion des licenciements massifs dans l'industrie. Les patrons s'en servent comme argument dans leurs plans de restructuration, pour éviter de parler de licenciements et les faire passer sans douleur. Le gouvernement, lui, prend ces stages comme prétexte pour autoriser les licenciements.

Mais par contre, le gouvernement n'a pas prévu d'infrastructures supplémentaires pour accueillir tous ces chômeurs à qui on fait miroiter la possibilité d'acquiescer un métier ou de changer de métier.

A l'AFPA de l'Ile-de-France, c'est entre un et trois ans qu'il faut attendre pour pouvoir effectuer un stage. C'est pour les stages de maçons qu'il y a le moins d'attente : 8 mois. Mais quand on sait que, dans cette profession, on licencie à tour de bras (même si on n'en parle guère), il y a de quoi hésiter.

Pour un électricien ou fraiseur d'industrie, il faut atten-

dre plus de deux ans, et cela à condition d'être licencié économique. Autrement, pour les autres chômeurs, c'est trois ans.

Dans ces dernières branches, vous pouvez effectuer le stage dans de plus brefs délais (moins d'un an), mais seulement si vous acceptez d'aller à 300 km de chez vous. Passez encore si vous êtes célibataire. Mais la grande majorité des candidats ont femme et enfants...

Vous avez encore une solution pour raccourcir les délais : c'est de rentrer dans une école privée. Mais là, on vous réclamera 1000 F par mois de stage. Une paille, pour un chômeur !

Quand on apprend tout cela, lors de la convocation pour les tests de l'AFPA, on comprend à quel point les « solutions » proposées aux licenciés de Talbot et d'ailleurs sont bidon.

D'autant plus qu'après tout cela, si jamais vous réussissez à le faire, ce stage, il reste encore à trouver une embauche à la sortie...

Correspondant LO

Les journées d'action contre les fermetures de puits annoncées

■ A SALLAUMINES DANS LE PAS-DE-CALAIS

Nous sommes allés discuter avec des mineurs du Pas-de-Calais à Sallaumines, à la fosse 5, et surtout avec des militants syndicalistes. Voilà ce qu'ils nous ont dit.

Pour le Nord-Pas-de-Calais, la direction de CDF (Charbonnages de France) envisage la fermeture des puits d'ici 1988, avec une chute des effectifs de 33 000* actuellement à 22 000 en 1988 (5 000 suppressions d'emplois annoncées en 1984, puis 3 500 en moyenne par an).

Et si les mines ferment, c'est toute l'activité industrielle de la région qui sera touchée : fournisseurs, SNCF, transports, cokeries, laminoirs... De nombreuses petites entreprises ont une activité grâce aux mines.

D'après les mineurs que nous avons vus à Sallaumines, un mineur crée deux ou trois emplois derrière lui. Et il n'y a pas d'autres entreprises qui se créent.

Dans les puits de la région lensoise, la grève a été suivie très largement. Le mot d'ordre de grève de 48 heures a été lancé par les fédérations syndicales. Bien des militants ont repris et défendu cette grève, pour « marquer le coup ». Et sans illusions : ils pensent qu'il en faudra plus pour faire reculer le gouvernement.

Certains pensent aussi qu'il faudra « durcir le mouvement, faire comme les camionneurs ou les paysans », et même « refaire un Mai 68 ».

A propos du mot d'ordre de grève, ce n'était pas l'unanimité, à la fosse 5 à Sallaumines. Lundi, les hésitants ont fini par descendre au fond, soit 30 % de non-grévistes au premier poste. Mardi matin, avec la présence des piquets de grève, ils retournaient chez eux. Bien des hésitants ne croyaient pas en l'utilité du mouvement : « Je perds

deux jours de salaire, c'est tout ». « De toute façon les fermetures sont décidées depuis longtemps. C'est trop tard pour réagir ».

Le sentiment le plus souvent exprimé, c'est celui de s'être fait avoir, de prendre un sale coup par la gauche, que ce soit chez les militants politiques, syndicaux, ou chez les autres. Désorientés, inquiets pour l'avenir, pour eux la gauche ne passera pas le cap des prochaines élections. Aujourd'hui, ils réclament simplement que « le gouvernement tienne ses promesses ». « Mitterrand et Mauroy parlaient de relance du charbon, en 1981, aujourd'hui ils veulent liquider les mines. Ils ont retourné leur capote ».

« On a connu la droite 25 ans, bon. Après, on a cru que ça allait changer, et ça continue. Honnêtement, on ne sait plus quoi penser ». « Le gouvernement nous a trompés ».

Vous avez dit reconversion ?

Les promesses de reconversion faites par les pouvoirs publics laissent sceptique ici, c'est le moins qu'on puisse dire.

« On a déjà eu des reconversions au début des années 1970. Des gars ont accepté. Depuis, on en revoit qui vont pointer. Nous, on ne veut pas faire partie de ceux-là ».

« Nous, les mineurs, on ne verse pas aux Assedic. Ils voudraient bien nous licencier tout de suite, mais ils ne le peuvent pas. Et s'ils disent qu'il n'y aura pas de licenciements, c'est uniquement pour ça. Alors, ils veulent nous reconverter. Et après, quand on aura travaillé trois ou quatre mois ailleurs, là

ils nous mettront dehors ».

« A la fosse 5, la moyenne d'âge est de 42 ans. Reclasser un mineur à cet âge-là... Et pour quoi faire ? Et où ? En majorité, nous avons des problèmes de santé, soit par la silicose, un accident, ou par l'usure au travail. Et puis, il faudrait qu'il y ait des structures prêtes. On n'est pas aveugles : des centres de formation, ça ne pousse pas du jour au lendemain. Des entreprises non plus. Mais il n'y a rien. Alors, qu'on construise d'abord des usines et des centres de formation, et après on verra ! ».

Correspondant LO

■ GRÈVE A CARMAUX

Comme au niveau national, les cinq syndicats (CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC) appelaient les mineurs à la grève pour 48 heures lundi 20 et mardi 21. Ça a été suivi à 100 %.

Durant ces deux jours, une seule manifestation pour déposer deux gerbes : une à la stèle du mineur, et l'autre à la statue de Jaurès, où cela devait provoquer le déclenchement du signal d'alarme qui protège le monument. Voilà pour l'action.

Au meeting mardi soir, les syndicats sont venus expliquer la décision des cinq fédérations nationales : la reprise, en attendant la montée sur Paris du 2 mars, jour de la réunion du

conseil d'administration des Charbonnages, où devraient être prises les décisions de suppressions d'emplois. Seule la CGT, expliquant que depuis le mois de novembre la date de la décision avait été déjà reportée quatre fois, a pris position pour la continuation de la grève, mais en laissant aux mineurs le soin de décider. C'est là d'ailleurs la première fois. Ainsi un vote à main levée a été organisé, où une nette majorité de mains s'est levée pour la continuation de la grève. Une grande partie des mineurs ne s'est pas prononcée.

Mercredi, seule une minorité se retrouve en grève pour aller au grand bureau

porter le cahier de revendications local proposé par la CGT, qui appelle à la reprise du travail en disant qu'elle va organiser « des actions dures » d'ici le 2 mars.

Pour la première fois, les responsables de la CGT critiquent publiquement le gouvernement en même temps que la direction des Charbonnages. Mais un nombre non négligeable de mineurs va plus loin dans la critique de la politique du gouvernement. Et nombreux aussi sont ceux qui sont sceptiques quant à la volonté des organisations syndicales d'engager une lutte efficace et déterminée contre les décisions du gouvernement.

Correspondant LO

SCHOLTES (Metz)

Restructurations sur le dos des travailleurs

La direction de Scholtès (fabrication d'électro-ménager) vient d'annoncer sa décision de fermer l'usine de Weuppy à partir du 1^{er} septembre et de regrouper toute la production sur l'usine de Thionville. Cette fermeture entraînerait 130 licenciements : sur les 293 salariés que compte l'usine de Weuppy, seuls 163 seraient repris à Thionville.

Déjà en septembre dernier la direction avait procédé à une première vague de licenciements. A l'époque elle disait que c'était « soit une centaine de licenciements, soit la fermeture complète de l'usine ». On voit ce qu'il en est aujourd'hui. L'un n'a pas empêché l'autre. Et rien ne dit que cela s'arrêtera là et que les travailleurs mutés à Thionville ne seront pas à leur tour licenciés demain... « pour sauver l'usine de Thionville ! ».

La vérité, c'est que Scholtès doit restructurer sa production

pour faire encore plus de bénéfices. De l'aveu même de Paul Scholtès, « la santé financière de l'entreprise est bonne » : 319 millions de chiffre d'affaires en 1983, dont 5 % à l'exportation. Dix millions d'investissements sont prévus, notamment pour mettre au point un nouveau four à micro-ondes présenté au Salon des arts ménagers en 1984. Des profits juteux en perspective pour la famille Scholtès.

Dans ses magnifiques projets d'avenir, la direction n'a oublié qu'une chose : les travailleurs qui, eux, ne sont pas prêts à se laisser faire sans réagir. L'annonce des licenciements a été accueillie par des débrayages et de nombreuses actions sont prévues pour les jours qui viennent. Chaque jour à 10 h les travailleurs tiennent une assemblée générale pour en discuter à la pause casse-croûte.

Correspondant LO

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris)

Les nettoyeurs en ont assez : pas de paye, pas de travail !

A l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, nous sommes 38 ouvriers chargés du nettoyage des sols de l'hôpital. Nous ne sommes pas employés de l'Assistance Publique, mais de la SIN (Société Industrielle de Nettoyage) qui, elle, a un contrat avec l'AP.

Notre paye de chaque mois devrait tomber habituellement le 10 du mois suivant ; mais depuis 8 mois, c'est souvent le 15 ou même le 20 qu'elle arrive. Et ce mois-ci, la paye était d'autant plus attendue que, pour beaucoup, il fallait payer le premier tiers des impôts avant le 15. Mais vendredi 10 février, pas l'ombre d'un talon de chèque et nous sommes méfiants car, le mois dernier, c'est par la grève que nous avions pu nous faire payer.

Le lendemain, samedi, toujours rien. Tout le monde s'interroge car le patron s'était récemment engagé par écrit à nous payer le 10. Mais le patron reste introuvable.

Et il a fallu quatre jours de grève, du lundi 13 au jeudi 17 février inclus, pour que nous puissions mettre la main sur le patron et que celui-ci mette enfin la main à sa poche pour nous payer.

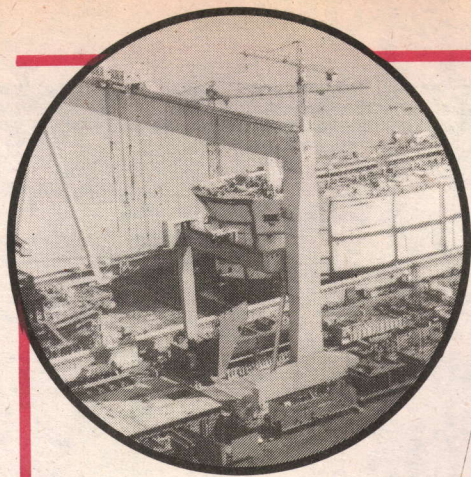
En fait, ce patron, nous n'avons affaire à lui que pour la

paye ou lorsqu'il nous licencie. Car tous les jours nous avons un autre patron : le directeur de la salubrité de l'hôpital. Et celui-là vaut bien l'autre. En effet, à 38 ouvriers, nous n'arrivons pas à faire tout le travail qu'il nous donne. Mais si nous ne faisons pas tout le travail, ou bien nous risquons le licenciement, ou bien nous sommes obligés de faire des heures de travail en plus. Et dans ce cas, nous savons que le patron de la SIN refusera de payer ces heures si leur nombre fait dépasser le quota de 215 heures par jour qu'il a fixé pour la Pitié-Salpêtrière.

Alors, non seulement nous nous faisons exploiter par la SIN (22,78 F de l'heure : tout juste le SMIC), mais en plus nous devons compter avec le directeur de la salubrité. C'est déjà dur de se faire exploiter par un patron. Alors, quand on en a deux...

Mais nous, à la Pitié-Salpêtrière, nous n'avons pas dit notre dernier mot : nous voulons vivre, même si nos deux super-patrons tiennent en main le bâton magique du licenciement ; nous avons montré par une lutte solidaire que nous défendons et défendrons nos droits.

Correspondant LO



10 ANS DE CRISE DE LA

ou comment mettre les capitaux à l'ouvrage en faisant supporter tout le poids d

La chute du trafic pétrolier (56 % en 1982 de ce qu'il était en 1973) et plus généralement, à partir de 1973, le ralentissement du commerce international (dont 62 % est effectué par mer) ont conduit dès 1974 à une baisse des commandes pour les chantiers de construction navale. De plus de 120 millions de tonneaux de jauge brut (TJB) en commandes dans le monde au 1^{er} janvier 1974, on est passé à moins de 30 millions en janvier 1979. En France, le carnet de commandes s'est gonflé jusqu'en 1975 (plus de 6 millions de TJB), pour tomber à moins d'un million de TJB en 1983.

La production a bien sûr suivi l'évolution des carnets de commandes, mais avec un temps de

retard, puisque basée sur des commandes prises antérieurement. La conséquence de tout cela a été rapidement une gigantesque surcapacité dans le monde.

En France la production a été ascendante jusqu'en 1976. Et c'est entre 1975 et 1979 que les quatre plus grands pétroliers du monde ont été construits à Saint-Nazaire : le *Batilus* (1976), le *Belamya* (1976), le *Pierre-Guillaumat* (1977) et le *Prairial* (1979). Ces mastodontes de plus de 550 000 tonnes virent le jour alors que le trafic pétrolier était déjà considérablement réduit. En fin de compte, le *Prairial* fut désarmé sans avoir jamais servi, tandis que le *Pierre-Guillaumat* a été envoyé à la ferraille après seule-

ment 20 rotations.

Le décalage important entre les capacités de production et les besoins des armateurs a conduit les constructeurs à se livrer une concurrence acharnée pour emporter les commandes.

Le Japon, dont les coûts de production sont plus faibles qu'en Occident, s'est taillé la part du lion au détriment des principaux chantiers occidentaux, pourtant abondamment subventionnés par leurs gouvernements. Aujourd'hui la Corée du Sud, où les salaires seraient huit fois plus faibles que ceux pratiqués en Europe, est en train de détrôner le Japon. Et d'ores et déjà la Corée du Sud est devenue un épouvantail commode, utilisé par les patrons comme par les gou-

vernements, pour justifier les restructurations dans la construction navale, c'est-à-dire les licenciements et la réduction des salaires.

Mais des restructurations, la Navale en a déjà connu par le passé sans que le sort des travailleurs s'en trouve le moins du monde amélioré.

En envisageant de licencier dans les années à venir 6800 travailleurs de la Navale en Italie, 3000 en Hollande, 9000 en Angleterre 20.000 en Espagne et plusieurs milliers en France, les gouvernements ne visent pas à résoudre une crise devant laquelle ils sont impuissants, mais à préserver les profits des capitalistes qui ont investi dans ce secteur industriel.

Les mutations technologiques

Des mots nouveaux pour une politique ancienne

La gauche a trouvé un nouveau vocable pour justifier les suppressions d'emplois : les mutations technologiques.

En ce qui concerne la Navale, on sait ce qu'il en est. Il ne s'agit pas de moderniser un outil de production que chacun s'accorde à trouver particulièrement performant, mais de faire en sorte que les capitaux qui y sont investis souffrent le moins possible de la crise, notamment en réduisant au minimum les charges salariales, en licenciant.

C'est en 1983 que, sous la direction du gouvernement, les 5 principales sociétés de construction navale, indépendantes jusque-là, se sont associées pour constituer deux grands groupes : l'un dominé par l'Alsthom-Atlantique et comprenant les chantiers de Nantes et Saint-Nazaire, l'autre dominé par Schneider et comprenant, sous l'appellation Chantiers Nord-Méditerranée (Normed), les chantiers de La Seyne, de La Ciotat et de Dunkerque.

En soi, la concentration ainsi opérée n'a rien résolu. Avant la fusion, en 1982, les chantiers qui devaient composer la Normed accusaient un déficit total de 960 millions. Après la fusion, en 1983, ce déficit est passé, à l'étonnement général, à 3 milliards 500 millions ! Mais cet argent n'a pas été perdu pour tout le monde. D'après l'intersyndicale de La Ciotat, « au moment de la constitution de Normed, il y a eu tricherie de la part des propriétaires des Chantiers de La Seyne. Ils ont dissimulé des actifs d'une part ; les actifs de la CNIM (société ayant échappé à la fusion) ont été nettement surévalués au détriment de la nou-

velle société, d'autre part ; et les experts du gouvernement, enfin, n'ont pas correctement vérifié la consistance de ces apports ».

C'est ainsi que, de tous les terrains, immeubles, propriétés qui appartenaient aux Chantiers de La Ciotat (CNC), une partie seulement est passée aux CNM, les nouveaux chantiers Nord-Méditerranée (Normed). La plus grosse partie est restée propriété des Chantiers de La Ciotat, qui se sont transformés en « Société Immobilière et Financière de La Ciotat », dirigée par un homme d'affaires libanais, Chafic Moharam, et à la direction desquels on retrouve des hommes dirigeant les Chantiers de La Ciotat, Lagache, etc.

Les Chantiers Nord-Méditerranée louent donc, pour une somme de 5,5 millions de francs, terrains, bureaux, etc., aux Chantiers de La Ciotat.

La Société Immobilière et Financière de La Ciotat n'a pas racheté les terrains aux CNC : ce sont simplement les Chantiers de La Ciotat qui ont changé de nom.

Ainsi, si les Chantiers Nord-Méditerranée font faillite, ou déposent le bilan, tout le secteur immobilier des Chantiers de La Ciotat ne sera pas touché. Il sera à l'abri, puisque maintenant il est en dehors des Chantiers fusionnés Nord-Méditerranée.

Mais si le gouvernement a fermé les yeux sur les manipulations financières, il a largement ouvert ses poches, puisque la construction navale a reçu en 1983 pour près de 3 milliards de subventions, quelque 140.000 francs par salarié !

Pour 1984, Dollois, P-DG de

Normed, réclame 2 milliards de subventions pour sa seule entreprise et des milliers de licenciements pour éviter le dépôt de bilan. Le gouvernement, quant à lui, doit aider à faire passer la pilule par des mesures « d'accompagnement ».

A l'Alsthom-Atlantique on ne parle pas encore de licenciements, mais les travailleurs sont en chômage technique à Nantes depuis novembre 1983 et ils le seront à Saint-Nazaire à partir du mois de mars.

Avec ce traitement de cheval, gageons que les capitalistes de la Navale verront bientôt reflourir les bénéfices. Du moins ceux de la Normed. Car pour ceux de l'Alsthom-Atlantique ça va plutôt bien, merci. Desgeorges, président de l'Alsthom-Atlantique, s'est même offert une publicité dans les journaux nationaux et régionaux pour l'annoncer aux actionnaires au début du mois de février. Concernant la division Navale de sa société, il écrit : « Les projets qui sont dans une phase de négociation avancée devraient, sauf revirement imprévu, nous permettre de retrouver (...) une activité satisfaisante pour nos chantiers jusqu'à mi-1985 et ce, dans des conditions économiques acceptables ». Pour conclure plus généralement : « Quant au résultat propre de votre société, il accompagnera, par rapport à celui de 1982, l'augmentation du chiffre d'affaires, de sorte que le maintien du dividende est assuré ».

L'avenir est incertain pour les travailleurs, mais les dividendes des actionnaires sont assurés !

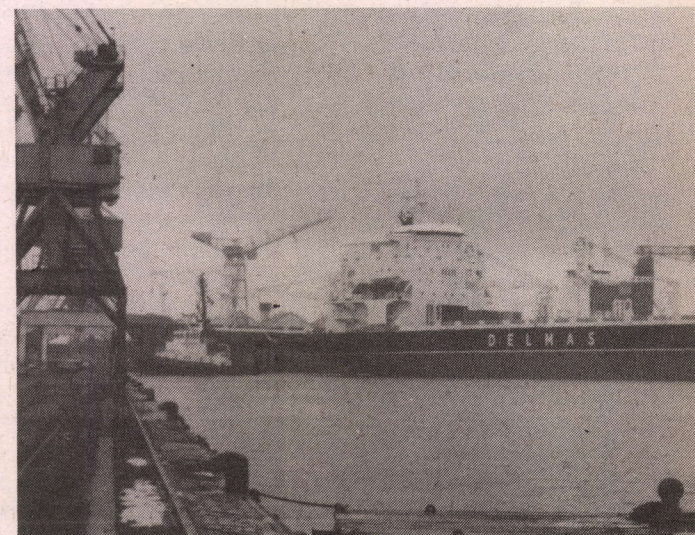
GRUMIERS OU PAS, LES VIELJEUX S'EN METTENT PLEIN LES POCHE

Les armateurs sont contents : profitant de la concurrence effrénée que se livrent les différents chantiers et des subventions que tous les gouvernements accordent à la construction navale, ils peuvent acheter les bateaux de moins en moins cher.

Pas étonnant dans ces conditions si la société Delmas-Vieljeux a fait ces dernières années des bénéfices conséquents. En cinq ans, de 1979 à 1983, elle a déclaré 174 millions de bénéfice net. Comme la famille Vieljeux possède 30 % du capital de cette société (d'après *L'Humanité*), on peut calculer qu'en pleine crise de la Navale cette famille a eu un revenu de 87 millions de centimes par mois pendant ces cinq dernières années.

Mais à côté des revenus du capital, il y a ceux du travail. Car ces messieurs travaillent... dans les conseils d'administration, et ils y sont très bien rémunérés. Pour l'année 1981, *L'Humanité* affirme que chacun des quatre Vieljeux qui participent à ces réunions a touché douze millions de francs de jetons de présence.

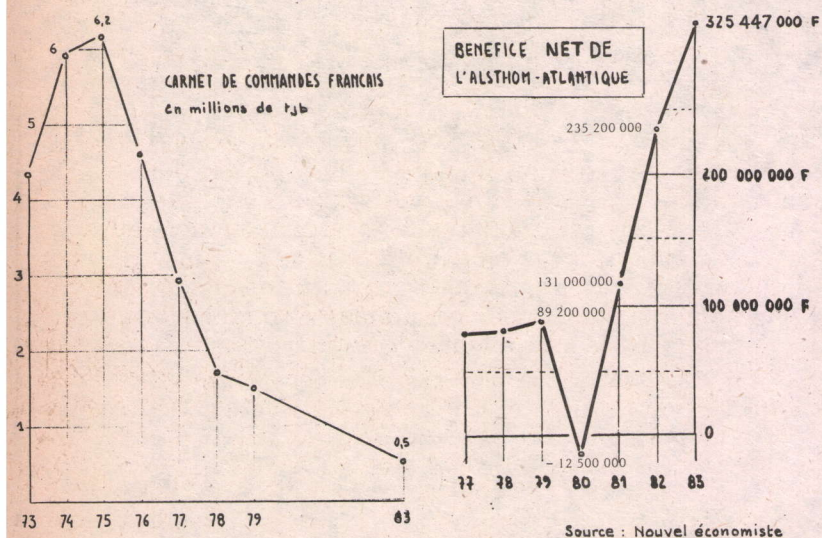
Si on ne sait pas très bien où passent les milliards de subventions à la construction navale, en tous les cas il ne sont pas perdus pour tout le monde !



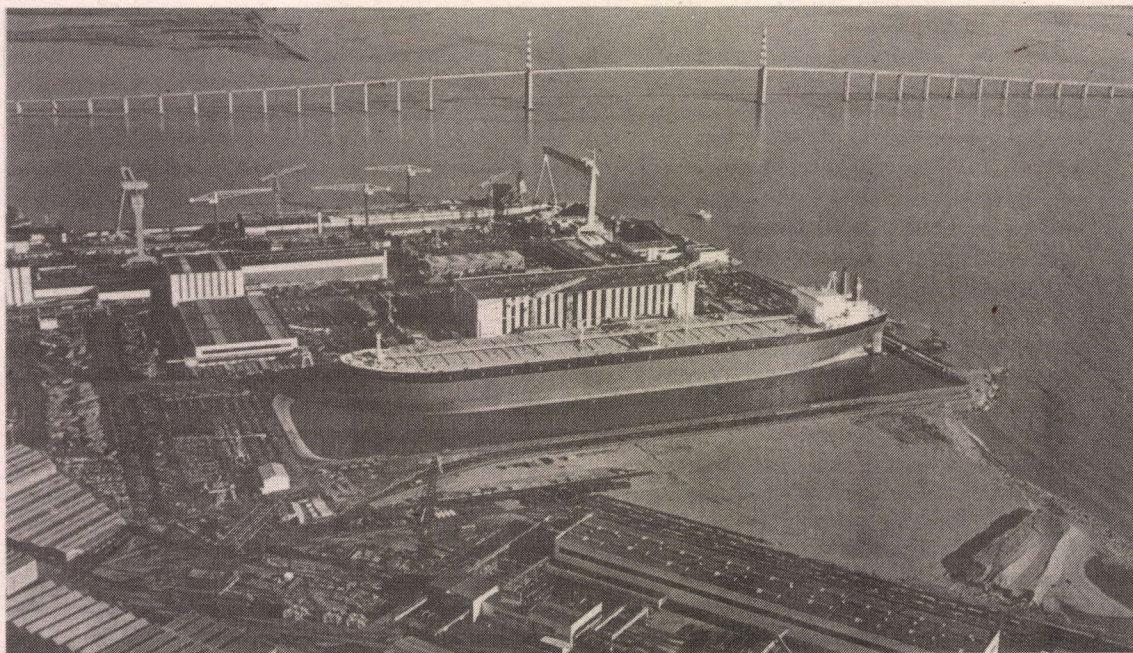
Un porte-containers Delmas construit aux Chantiers de l'Atlantique. (Ph. LO)

NAVALE

L'abri de la crise aux travailleurs



La production des navires s'est effondrée et les carnets de commandes se sont vidés ces dernières années, ce qui n'a pas empêché les bénéfices de l'Alsthom-Atlantique de grimper en flèche.



Le super-pétrolier Bellamy A construit aux Chantiers de l'Atlantique.

Une industrie amplement restructurée dans les années 70

Dans les années 70, la construction navale française a connu de profondes transformations. En 1974, le journal *Les Echos* écrivait à propos des Chantiers de l'Atlantique : « Le principal intérêt de cette réorganisation totale de la société est d'avoir abouti à la mise en place d'un appareil de production où 92 % des ateliers et 100 % des machines sont récents ». Parlant de la modernisation de la même entreprise, ses dirigeants pouvaient dire en 1976 que le chantier avait été complètement reconstruit en 10 ans et que les amortissements de ces nouvelles installations étaient d'ores et déjà réalisés à plus de 60 %.

Les principaux chantiers français connurent la même tendance et aujourd'hui gouvernement, patrons et syndicats s'accordent pour dire que les chantiers français sont parmi les plus modernes du monde. *L'Humanité* du 24 janvier 1984 écrit : « D'après les chiffres fournis par le très officiel « Lloyd's register of shipping », confirmés par la Dafa ainsi que par M. Regard, président de la chambre patronale des constructeurs, les chantiers français sont les plus productifs du monde. Ainsi il faut 34 semaines aux chantiers français pour construire un navire, contre 69 en Corée du Sud et 57 au Japon ».

Mais ces progrès indéniables dans l'économie du travail humain n'ont pas placé les chantiers français en meilleure posture vis-à-vis des chantiers où les salaires sont beaucoup plus bas. Or les salaires interviennent pour 40 à 50 % du coût d'un bateau fabriqué en France.

DES MILLIERS DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Alors que les patrons se félicitaient d'avoir modernisé leurs entreprises, les suppressions d'emplois se sont accélérées.

Entre 1976 et 1979, l'effectif des Chantiers de Saint-Nazaire a chuté de 18 %, celui de Nan-

tes de 48 %, celui de la Ciotat de 26 %, celui de La Seyne de 10 %.

Vis-à-vis des pouvoirs publics, les patrons de la Navale ont réclamé des aides sans cesse accrues et, sous prétexte de défendre l'emploi, ces aides ont été généreusement accordées. Entre 1975 et 1983 elles ont connu une croissance deux fois supérieure au chiffre d'affaires. Dans le même temps, l'effectif des grands chantiers est passé de 30 000 à 20 000 travailleurs.

Pas plus que les restructurations, les aides publiques n'avaient pour objectif de défendre l'emploi. Dans une période où les capitalistes français s'enlisaient face à leurs concurrents étrangers, l'objectif du gouvernement, comme celui des dirigeants des entreprises de construction navale, était de mettre les capitaux et les profits autant que possible à l'abri.

LES CAPITAUX A L'ABRI DE LA TEMPÊTE

La réduction des effectifs, jointe à une augmentation massive des subventions, a eu l'effet escompté. Malgré le marasme profond de la construction navale, les capitaux n'ont pas trop souffert et, alors que la production totale a été divisée par 4 entre 1976 et 1981, les P-DG des différentes entre-

prises ont pu, année après année, annoncer des bénéfices à leurs actionnaires. Seules exceptions : Schneider (qui contrôle à l'époque les chantiers de Dunkerque) et l'Alsthom-Atlantique. Schneider a déclaré des pertes en 1981 et l'Alsthom a déclaré 12 millions de perte en 1980, mais pour remonter à 131 millions de bénéfice net (déclarés !) en 1981, 235 millions en 1982 et

325 millions en 1983.

A partir de 1982 l'avenir s'est assombri pour les actionnaires des autres entreprises. Outre Schneider, La Seyne et Dubigeon à Nantes déclarèrent à leur tour des pertes.

Certes, la situation des actionnaires qui ne touchent pas de dividendes pendant un an est sans commune mesure avec celle des travailleurs jetés à la rue. D'abord parce que leur

capital leur reste acquis. Ensuite parce que, n'ayant en général pas tous leurs œufs dans le même panier, ils continuent à toucher des dividendes des capitaux placés ailleurs.

Mais les peines des actionnaires émeuvent les gouvernements, même quand ils se disent de gauche. La nouvelle vague de restructurations qui touche la Navale aujourd'hui en témoigne.

Mille et une façons de subventionner les patrons

Que pense Regard, P-DG d'Alsthom-Atlantique et président de la Chambre syndicale des constructeurs de navires, des milliards de francs de subventions qui lui sont accordés par le gouvernement ? « C'est énorme, convient-il, mais ces sommes profitent pour plus de 50 % à nos fournisseurs et sous-traitants. Songez aussi que la construction navale ne bénéficie d'aucune des protections dont jouissent, sans toujours en avoir conscience, les autres secteurs de l'économie : douanes, interventions de la Coface. (...) De plus, nous n'avons pas vraiment de marché intérieur. Surtout en France, puisque la marine nationale dispose de ses propres arsenaux ».

Quoi de plus naturel, donc, que d'être aidé par le gouvernement ? Regard ne conçoit même pas que l'industrie puisse se passer de cette aide et se considère désavantagé vis-à-vis de ceux des capitalistes qui travaillent pour les marchés de l'Etat, sans aucune concurrence étrangère, ou qui sont protégés de la concurrence étrangère par des droits de douane élevés. Les tenants de l'économie libérale protes-

tent en public contre l'intervention de l'Etat dans leurs affaires, mais dans les faits ils considèrent tout simplement que l'argent des contribuables doit servir à garantir leurs bénéfices. Quant à la façon d'y parvenir, ils ne manquent pas d'imagination.

En 1978, le montant des subventions directes à la construction navale a atteint 1,5 milliard de francs. Pour 1984, on parle de 4 milliards ! En 1978, cette subvention se monte à l'équivalent de la quasi-totalité des salaires payés aux travailleurs de la Navale. En 1984, les sommes prévues pourraient permettre de payer l'ensemble des ouvriers 10.000 francs par mois, avec le 13^e mois en prime !

A ces subventions directes viennent s'ajouter des aides moins voyantes : aides à la recherche, aides à la reconversion, aides à la formation, etc.

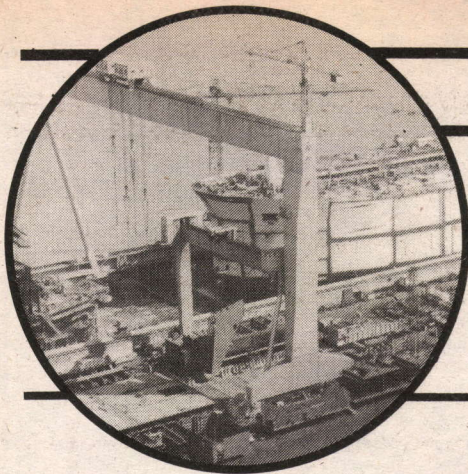
Et depuis peu les chantiers navals ont obtenu du gouverne-

ment l'accès au marché militaire, puisqu'un certain nombre de commandes attribuées jusque-là aux arsenaux leur seront réservées.

Pour l'avenir, les chantiers voudraient que l'Etat prenne, à leur profit mais avec l'argent des contribuables, des commandes spéculatives : des commandes anticipées à valoir sur les éventuels besoins futurs des armateurs ! Il paraît que cela se fait couramment au Japon.

Autre façon connue de résoudre, à nos frais, les problèmes des actionnaires : l'incitation à la démolition-construction. Il s'agirait pour le gouvernement de verser une prime à tout armateur qui accepterait de démolir un navire (en état de marche) pour le remplacer par un neuf. Le gouvernement, même s'il en admet le principe, serait pour l'instant réticent. Les temps sont durs !

Suite de notre dossier en page 13...



10 ANS DE CRISE DANS LA NAVALE

Les patrons peuvent payer, il s'agit de les y contraindre

Réactions et discussions aux Chantiers de Saint-Nazaire

Du côté des partis et syndicats ouvriers, surtout le PCF et la CGT, on met en avant un certain nombre de propositions qui peuvent apparaître comme convaincantes et radicales, comme : décider d'un plan d'ensemble pour la Navale, recenser les besoins, contrôler la production, ouvrir les livres de comptes. Mais ils se contentent d'en parler, sans organiser la riposte car, dans les faits, ils sont trop liés au gouvernement.

Mais la seule chose que tous craignent, patronat, gouvernement comme syndicats, c'est la colère des travailleurs. Ce serait que les travailleurs de la Navale, comme tous les autres travailleurs, mettent autant d'acharnement à sauvegarder leurs intérêts, c'est-à-dire leur emploi, leur niveau de vie, leur avenir, qu'en ont les patrons à défendre les leurs.

Car le sort des travailleurs de la Navale n'est pas lié à l'avenir d'un Vieljeux, qui continue à s'en mettre plein les poches par le biais des contribuables, pas plus qu'il n'est lié aux actionnaires d'Alstom-Atlantique, qui continuent à faire des profits malgré la crise.

Ici, à Saint-Nazaire, pas besoin de longs discours pour se convaincre que gouvernement, patrons et syndicats se fichent de nous. Les gars font leurs comptes et, comme a lancé un ouvrier des bords, sur le terre-plein : « Pour moi, c'est globalement négatif ».

En effet, que ce soit au sujet des salaires, où la baisse du pouvoir d'achat en 1982 et 1983 a été chiffrée par la CGT à 8,3 % en moyenne, que ce soit au sujet du chômage partiel indemnisé à 50 % du salaire brut qui démarre en mars, que ce soit au sujet du chantage éhonté de Delmas pour les commandes des deux grumiers, les ouvriers aujourd'hui se sentent grugés. D'autant qu'ils se sentent lâchés par les syndicats.

Ce qui fait dire à un ouvrier de l'entretien qui avait cru au Parti Socialiste : « Mais qu'est-ce qu'ils fichent, nos syndicats, à aller discuter comme ça... pour rien ! Pourquoi ne claquent-ils pas la porte ? ».

La fameuse réunion tripartite du 13 février, au sujet de la Navale, et pour laquelle les organisations syndicales s'étaient tant démenées, a commencé par faire « couic » ! Ce qui a fait ricaner : « De réunions en réunions, ils nous mènent en bateau ».

Les ouvriers s'attendent au pire pour après août. C'est d'ailleurs aussi pour cela que le chômage partiel est pris comme un moindre mal pour l'instant.

Un ouvrier, au Boircho, en blaguant, a dit : « Moi, j'ai fait les calculs : les vacheries du gouvernement et des patrons sont proportionnelles au nombre de concertations avec les syndicats ».

Pour le moment, l'ambiance

est plutôt à l'attente, au fatalisme ou à l'écœurement. A propos du chômage partiel par exemple, un ouvrier de l'atelier dit : « Les dés sont jetés. Que veux-tu faire ? C'est décidé... ».

Mais, malgré la lassitude, des gars discutent, réfléchissent et font les comptes. A propos des grumiers, dont toute la presse locale et nationale a rapporté les tribulations depuis trois mois, beaucoup de gars ont senti qu'ils étaient l'objet d'un chantage honteux. Là-dessus, l'attitude des syndicats n'a pas dissipé le malaise. Ce qui faisait dire à un gars, qui était pourtant très lié au Parti Communiste : « Ce n'est pas son boulot, nom de d... de demander des commandes. Son boulot, c'est de nous défendre ! » lorsque le délégué CGT, au cours d'un meeting le 13 février, nous a harangué pour « défendre la Navale et exiger des commandes ! ».

Et on voit des ouvriers qui d'habitude se fichaient pas mal des aides de l'Etat aux patrons de la Navale s'interroger cette fois et se demander « est-ce qu'on ne pourrait pas contrôler tout ça sérieusement ? ».

Dans les bureaux d'études même, la semaine dernière, les dessinateurs s'interrogeaient sur la compétitivité : « Mitterrand nous demande d'être compétitifs. Mais ici on fait des bateaux en 34 semaines, alors que même en Corée du Sud il leur faut 69 semaines. Qu'est-ce que ça veut dire ? ».

Et il y a des travailleurs qui, même s'ils sont minoritaires, ont envie de se battre et de ne pas se laisser manger la laine sur le dos. Et c'est possible.

Car pour le chômage partiel, par exemple, il est possible d'obtenir d'être indemnisé totalement, d'avoir notre niveau de vie maintenu. Il n'y a pas d'argent ? Les caisses sont vides ? Allons donc ! L'Etat en trouve pour la guerre au Tchad, au Liban, pour subventionner les Delmas et autres...

Au sujet des deux grumiers, par exemple, Delmas veut un demi-milliard de l'Etat. Les ouvriers des chantiers pourraient exiger d'ouvrir ses livres de comptes. Les ouvriers pourraient contrôler où passe l'argent des contribuables. D'un côté Delmas et l'Alstom pleurent pour avoir des aides, de l'autre ils vantent la prospérité de leur entreprise ! Aux chantiers, presque tout le monde a lu la lettre de Pierre Desgeorges, P-DG de l'Alstom, dans *Ouest-France*, dans *Presse-Océan* (qui est parue dans *Le Monde* aussi) où il se vante des bénéfices qu'il a faits et où il confirme que les dividendes des actionnaires seront maintenus ! Un comble !

Oui, les ouvriers ont aussi les moyens, s'ils le veulent, d'exiger l'interdiction de licenciement. L'Alstom et les Delmas défendent leurs privilèges avec cynisme. Ils ne nous font pas de cadeaux. A nous de ne pas leur faire de cadeaux non plus.



Des milliers de travailleurs des chantiers navals à Paris, le 24 janvier 1984. Mais les dirigeants ouvriers ont partie liée avec le gouvernement (Ph. AFP)

Le PCF voudrait que les patrons de la Navale mettent les cartes sur la table, mais le gouvernement auquel il participe traite sous la table

A l'appui de son slogan « construire, réparer, transporter français », le PCF démontre, chiffres à l'appui, que même si la construction navale française doit toucher de nouvelles subventions, le montant de ces subventions est moins élevé que ce que coûterait le chômage résultant d'une baisse d'activité des chantiers. D'autant que, selon les marins CGT, les besoins existent jusqu'à concurrence de 75 navires pour la flotte française.

D'après le PCF, entre le 1^{er} septembre 1982 et le 1^{er} septembre 1983, 14 navires ont été mis en service par des compagnies françaises, alors qu'un seul est sorti des chantiers du pays. Et cela choque bien sûr les travailleurs qui dans le même temps se voient menacés du chômage.

A cela, les patrons répondent que les salaires trop élevés, les charges trop lourdes les empêchent d'être compétitifs, ce qui a conduit le PCF à formuler un deuxième slogan : « Mettez les chiffres sur la table ».

Le PCF s'étonne en effet des coûts élevés avancés par les chantiers français face à la concurrence des chantiers sud-coréens ou yougoslaves. Bien sûr, le coût de la main-d'œuvre est plus élevé ici que là-bas. Mais la productivité serait aussi bien supérieure en France et il faudrait moins de temps pour construire un bateau sur un chantier français que sur un chantier sud-coréen. De son côté, la CGT a évalué le prix de revient d'un grumier pour Delmas-Vieljeux 25 % moins cher que ne le proposaient les responsables des chantiers navals.

C'est dans cette perspective que la section locale du PCF a envoyé une lettre ouverte à la direction d'Alstom-Atlantique, en décembre 1983, pour lui dire : « Mettez toutes les cartes sur la table et informez le Comité d'entreprise de la décomposition des 320 F par heure productive proposés pour la construction d'un grumier ».

Non seulement les comptes de la direction sont

cachés, mais même les subventions accordées par le gouvernement aux constructeurs ne sont pas connues avec précision. Et le PCF de demander dans la même lettre : « Combien avez-vous reçu d'aides à la construction navale en 1982 et 1983 ? (...) Combien votre groupe et votre société mère nationalisée, la CGE, ont-ils reçu de dotations publiques pour la même période ? ». De ce point de vue, la direction aurait pu conseiller au PCF de demander à ses quatre ministres ! Mais peut-être l'ignorent-ils eux-mêmes ?

Le gouvernement devrait pourtant avoir accès sans peine aux comptes de l'Alstom-Atlantique, dont il est le principal actionnaire. Si le PCF ne s'adresse pas publiquement au gouvernement pour obtenir ces chiffres, c'est qu'il est plus préoccupé de détourner la colère des travailleurs du gouvernement, auquel il collabore, qu'il n'est réellement préoccupé de la destination et de l'usage des fonds publics.

MASSEY-FERGUSON
Lille (Nord)

C'est pas fini

La semaine dernière, le gouvernement a finalement tranché en faveur des patrons de Massey, en faisant accepter par l'inspection du travail 321 licenciements, en plus des 100 licenciements sous couvert de départs en pré-retraite par le FNE.

Vient s'ajouter à ce scandale une attitude cynique de la direction Massey, qui a décidé de mettre en « chômage total-partiel » 98 autres travailleurs, dont le licenciement a été refusé : 59 travailleurs âgés de 50 à 55 ans, 14 frontaliers belges, 25 élus du personnel, ainsi payés à 75 % pendant un mois et mis ensuite au chômage minimum pour une durée indéterminée sans aucune des indemnités ou primes proposées aux autres licenciés.

Pourquoi les patrons de Massey se gênaient-ils ? N'ont-ils pas déjà eu l'accord du gouvernement, depuis le 5 mars 1983, pour 1 100 suppressions d'emplois, tout en encaissant une subvention de 10 milliards de centimes ?

Pourquoi ne bafoueraient-ils pas la décision de l'inspection du travail, « licenciement » ces 98 travailleurs par un autre biais, alors qu'aucune autorité n'a émis de protestation ?

Comme le disaient les militants de l'intersyndicale, « devant tant de mutisme (des pouvoirs publics), devant tous ceux qui se font des illusions sur la puissance de la démagogie quoi de plus naturel pour nous que d'exprimer notre volonté de mettre un terme à cette espèce de brigandage patronal légal, cautionné par une majorité de représentants des pouvoirs publics et du gouvernement ? ».

Vendredi, c'est à environ 200 (toute la délégation venue soutenir les militants syndicaux à la réunion du CE où furent annoncées officiellement ces mesures scandaleuses) que nous sommes allés crier notre indignation sous les fenêtres de la mairie de Mauroy. « Mauroy a trahi les Massey, avons-nous crié, mais la lutte va continuer ».

À l'AG de samedi réunissant plus de 230 travailleurs, dont environ 150 licenciés et des militants dans le coup depuis sept mois, le principe de l'occupation des chaînes de montage fut décidé pour lundi, d'autant plus que la neutralité, la compréhension et même le soutien des non-licenciés était acquis depuis quelques jours.

Alors, depuis lundi, plus aucune production ne sort de l'usine... Une centaine de licenciés ont installé des tables et

jouent aux cartes en bout de lignes de montage. Les assemblées générales regroupent environ 300 travailleurs de l'atelier.

La direction du Parti Socialiste justifie la restructuration à Massey sous prétexte qu'« il n'est pas possible au gouvernement de se substituer à la direction d'une entreprise privée, qui plus est, multinationale », comme l'a déclaré A. Cacheux, secrétaire de la fédération socialiste du Nord, délégué aux affaires économiques. Et il poursuit : « Si les fonds publics quelquefois évoqués n'avaient pas été consentis, la situation de l'usine de Marquette serait dès aujourd'hui bien plus grave encore, et peut-être même irrémédiable ».

Quant au cabinet de Pierre Mauroy, il déclare que « les pouvoirs publics estiment avoir fait tout ce qui est en leur mesure pour limiter au maximum les conséquences sociales de cette restructuration ».

« L'intersyndicale est scandalisée par les propos hypocrites de M. Mauroy, quand celui-ci déclare : « Il faut moderniser l'industrie, sans licenciement », déclare l'intersyndicale dans une conférence de presse. Et elle ajoute : « En ce qui concerne le ministère de l'Industrie, (...) il a cédé au chantage de Massey-Ferguson. Et quant au plan social, il n'y a eu aucune proposition des pouvoirs publics ».

Il y a aussi de nombreux travailleurs et militants qui disent que Ralite, secrétaire d'Etat à l'Emploi, s'est bien gardé de se mouiller dans la procédure qui est pourtant sous sa responsabilité.

Mercredi, nous étions plusieurs dizaines en caravane de voitures à nous rendre jusqu'à la mairie de Lille, en jetant plusieurs dizaines de milliers de papillons « Non aux 1 100 licenciements » et en claquant des pétards. Sur le perron de la mairie, devant un cordon de policiers, un camarade restait bien en vue, avec un masque de Mauroy et une pancarte au cou « Mauroy, traître aux travailleurs ».

Pour imiter les camionneurs, nous avons voulu emmener plusieurs moissonneuses-batteuses, mais deux cars de police ont bloqué la sortie de l'usine...

Les travailleurs de Massey, même s'ils ne se font guère d'illusions sur l'issue du conflit, sont toujours décidés à en faire voir de toutes les couleurs aux patrons et au gouvernement.

Correspondant LO

SNECMA (Corbeil)

Débrayages contre les nouveaux horaires

La SNECMA cherche à profiter de la réduction du temps de travail pour nous imposer de nouveaux horaires qui aboutiraient à aggraver au lieu d'alléger nos conditions de travail. Depuis plusieurs semaines, les travailleurs sur l'ensemble du groupe discutent et protestent contre les projets de la direction.

Au centre de Corbeil, malgré deux débrayages qui ont touché l'ensemble de l'usine ces dernières semaines, la direction ne nous a toujours pas fait de propositions satisfaisantes, pas plus pour ceux qui travaillent en normale qu'en 2 x 8, en 3 x 8 ou en nuit fixe. La direction pourrait satisfaire tout le monde en nous proposant plusieurs fourchettes d'horaires que nous adopterions suivant nos convenances personnelles. Pour le moment, la direction cherche à diviser les travailleurs en essayant de rendre les uns responsables si les autres n'ont pas les horaires qu'ils réclament.

La semaine dernière, ce sont surtout les travailleurs en 3 x 8 (250 personnes) qui ont montré qu'ils n'étaient pas décidés à se laisser faire, car les trois projets

éventuels qui leur sont soumis leur sont défavorables. La direction voudrait soit nous faire travailler 9 h 48 quatre nuits par semaine, soit ne nous faire travailler que 25 heures par semaine, ce qui entraînerait une perte de 1.800 F à 2.000 F par mois puisque la surprime de nuit et la prime d'inconfort sauteraient. La direction voudrait chambouler les horaires pour pouvoir introduire une autre équipe de nuit, qui travaillerait les jours où nous ne serions pas à l'usine ou qui ferait l'autre partie de la nuit si nous tombons à 25 heures.

Nous, travailleurs en 3 x 8, trouvons que c'est un comble d'être défavorisés par une réduction d'une demi-heure hebdomadaire de travail. Nous souhaitons garder notre horaire actuel et prendre la demi-heure soit le vendredi, soit cumulée en jours de congés.

Mercredi 15 février, l'équipe de nuit s'est mise en grève, suivie jeudi par l'équipe du matin et celle de l'après-midi. La grève de 24 heures a été reconduite en assemblée générale pour 24 heures supplémentaires. Vendredi, en assemblée générale, nous avons

décidé de cesser la grève à 19 h 12 et d'attendre la prochaine réunion direction-syndicats qui avait lieu mercredi 22 février. Cela ne signifiait nullement que nous cédions. Bien au contraire. Beaucoup d'entre nous, nullement décidés à « économiser leurs cartouches » comme le leur a répété la CFDT la semaine dernière, envisageaient très sérieusement de repartir en grève.

Alors, à la réunion du 22, la direction a donné satisfaction aux 3 x 8. Ceux-ci sont contents et ont le moral. Mais par contre-coup les 2 x 8, eux, ne sont pas tous satisfaits. Beaucoup en effet espéraient sortir à 20 h 12 en équipe du soir grâce à une réduction journalière du temps de travail et à l'application de l'horaire continu. Selon la direction, qui prétend qu'elle doit aligner obligatoirement les horaires des 2 x 8 sur ceux des 3 x 8, ils devront donc continuer à sortir à 22 h 30. Mais peut-être que l'exemple des 3 x 8, qui ont imposé l'horaire qu'ils voulaient par la menace de la grève, va donner des idées aux 2 x 8...

Correspondant LO

RVI (Vénissieux)

Manifestation contre les suppressions d'emplois

Depuis le début de l'année, RVI a annoncé son intention de supprimer des emplois, et le CCE où ces mesures devaient être annoncées avait été repoussé déjà deux fois.

Il s'est finalement tenu mercredi 22 février. Mais on connaissait déjà avant, par les syndicats et la presse, les mesures qui seraient annoncées. Il s'agit de 3 750 suppressions d'emplois (sur 27 000) : une partie par des départs en pré-retraite dans le cadre d'un 3^e et d'un 4^e plan FNE, et des départs « volontaires » (aide au retour pour les travailleurs immigrés, aide à la création d'entreprises, mutations dans le groupe Renault ou à l'extérieur, reconversion avec formation).

Le jour du CCE, la CGT et la CFDT appelaient à manifester au centre de la Part-Dieu, où se trouve la direction générale de RVI et où se tenait le CCE. Les travailleurs de Vénissieux et Saint-Priest sont partis à 1 200 par train spécial de Vénissieux et ils avaient été rejoints par 200 travailleurs de Montplaisir et Feuillat.

C'était la première fois depuis 1981 qu'il y avait un appel général des deux syndicats sur l'ensemble du site lyonnais et les travailleurs étaient contents de se retrouver aussi nombreux. Mais ils sont restés sur leur faim car, arrivés en bas de la tour de la Part-Dieu, ils ont eu droit à trois-quarts d'heure de discours syndicaux avant qu'on leur

annonce... qu'il était temps de repartir car le train les attendait, alors que tout le monde prenait son mal en patience en pensant qu'il y aurait autre chose après les discours. Bien des grévistes auraient aimé envahir la tour où se réunissaient les patrons.

En ce qui concerne les mesures de suppression d'emplois, les travailleurs n'ont pas beaucoup de précisions et ils sont dans l'attente. Ils espèrent que cette fois-ci il y aura des volontaires mais, étant donné qu'il y a des suppressions d'emplois depuis 1976, ils se disent bien que cela ne va pas s'arrêter là et ils sont inquiets.

Correspondant LO

Nord-Pas-de-Calais

Rigueur médicale : mieux que Giscard ?

La nouvelle carte sanitaire pour le Nord-Pas-de-Calais, dans le cadre du IX^e Plan, qui débute au 1^{er} janvier 1984, commence à être connue. On y découvre qu'il y aurait maintenant 2 812 lits en excédent, en médecine, chirurgie et maternité. Et ceci parce que les indices du nombre de lits par habitant ont été baissés. Par ailleurs, sur toute la France, on apprend qu'il y aurait 16 000 lits d'hôpital en trop.

Avant mai 1981, les candidats de gauche du Nord-Pas-de-Calais avaient dénoncé les prévisions de fermeture de 14 petites maternités et de 848 lits d'hôpitaux généraux, envisagées par le gouvernement de Giscard. Avec la venue de la gauche, ces projets avaient été annulés. D'ailleurs, en septembre 1981, pour la venue dans le Nord de Ralite, alors ministre de la Santé, un rapport sur la situation sanitaire de la région avait été établi par le doyen de la faculté de médecine de Lille, le professeur Fourrier. Celui-ci faisait état d'un inquiétant retard. Il expliquait par exemple le fait que, dans la région, la mortalité infantile soit la plus élevée du pays et l'espé-

rance de vie la plus faible, bien sûr, par des conditions de travail difficiles, mais aussi par un sous-équipement hospitalier : 5,4 lits pour 1 000 habitants, alors que la moyenne nationale est de 8,6. Il parlait même pour certaines zones de « désert médical ». C'est pourquoi, à ce moment-là, Ralite avait promis un plan d'urgence pour rattraper le retard.

Aujourd'hui, ni les besoins ni la situation n'ont changé. Mais le gouvernement a changé de langage, puisqu'il y aurait trop de lits !

Pour nous faire avaler la pilule, on nous explique qu'on aurait aujourd'hui moins besoin de lits parce maintenant il y aurait des « alternatives à l'hospitalisation » : soins à domicile, équipes pour maintenir les personnes âgées dans leur quartier... Propositions déjà discutables pour l'intérêt du malade, qui en sont encore au stade embryonnaire sur le terrain et qui risquent de le rester, si les crédits nécessaires ne sont pas débloqués.

De toute façon, on peut constater au CHR de Lille par exemple, que la plupart des services ne désemplissent pas

de toute l'année, principalement les services de chirurgie. En Neurochirurgie, les malades ayant subi une intervention sur le cerveau et encore dans le coma sont installés partout où on peut trouver de la place : bibliothèque, couloirs... Les maternités du CHR sont tellement saturées que régulièrement on transfère des femmes n'ayant pas encore accouché ou venant d'avoir leur bébé dans d'autres petites maternités de la région. La durée du séjour est plus courte que ce que prévoit normalement la Sécurité sociale. Pour placer une personne âgée en secteur médicalisé dans les établissements publics de la région lilloise, les délais d'attente sont de plus d'un an.

Non seulement le gouvernement ne réalise pas ses promesses, mais il ressort du placard les vieux projets de la droite puisque, sur les 14 maternités que Giscard envisageait de fermer, il vient dernièrement d'en fermer déjà 3 et prévoit d'autres fermetures dans les quelques mois à venir. Et si Giscard estimait qu'il y avait 848 lits en trop, Mitterrand estime qu'il y en a 2 812 !

REIMS

Les avatars du « produisons français »

L'hôpital de Reims doit s'équiper d'un scanner, appareil sophistiqué utilisé entre autres pour dépister les tumeurs. Pour cela, il a eu le choix entre un appareil fabriqué par la CGR, filiale de Thomson, et une marque israélienne, Elscint.

Jusque-là, c'était simple et la CGT de l'hôpital pouvait prendre position pour le scanner français. Là où la situation s'est corsée, c'est lorsque le fabricant israélien a promis, si on choisissait son modèle, de passer commande à une entreprise rémoise, Reims-Aviation, d'une centaine de tables devant recevoir des équipements médicaux. Cette commande tombait à pic pour cette entreprise qui connaît en ce moment du chômage technique, et représentait 70 000 heures de travail, soit du travail pour 50 personnes sur 10 mois.

La situation devenait cornélienne : produire français (à Paris), ou produire israélien et sous-traiter rémois... Que choisir ?

Ajoutez à cela que la mairie a son mot à dire et que celle-ci est passée cette année du PC à la droite...

On comprend qu'il a fallu une bonne dose d'aspirine et la réunion de syndicalistes CGT à l'hôpital, de la Thomson de Paris et de Reims-Aviation pour arriver à une position commune : choisir le scanner Thomson et réclamer que Dassault fournisse du travail à sa filiale Reims-Aviation !

Finalement, le ministère de la Santé, qui décide en dernier ressort, a tranché pour le scanner français.

On produira donc français. Cocorico... mais c'était dur !

Correspondant LO

CHR Bordeaux

Les directeurs s'enfuient devant le personnel

Après une première manifestation à un millier la semaine dernière, c'est à environ 700 que les hospitaliers se sont retrouvés vendredi 17 devant la direction générale.

Cette fois, c'était pour manifester notre colère sous les fenêtres des directeurs qui étaient réunis avec les syndicats pour le Comité technique paritaire.

Après qu'on nous a fait faire 3 fois le tour du bâtiment avec banderoles, pancartes et slogans, c'est spontanément que le personnel s'est engouffré dans les locaux de la direction, histoire de visiter les couloirs et de mieux se faire entendre. Mais les directeurs, appréciant apparemment davantage les délégués syndicaux que le personnel en colère, ont prétexté qu'ils ne pouvaient plus discuter dans ces conditions... et ont pris l'escalier de service.

On s'est alors tous retrouvés dans la salle de réunion, où seuls étaient restés les délégués syndicaux. Et c'est chacun à leur tour qu'ils ont pris la parole. Manifestement, la fuite des directeurs les réjouissait moins que nous !

Le représentant de FO regrettait que l'on soit monté, car nous avions interrompu la négociation... et il s'est copieu-



sement fait huer ! La CFDT, pour sa part, assurait que la manifestation avait été bien « encadrée » puisqu'on n'avait rien cassé... Et là aussi, les réactions dans la salle allaient bon train ! Seule une déléguée CGT, ayant tâté la température de la salle, a su se faire applaudir en parlant d'une vague poursuite de l'action.

Une action qui, aux dernières nouvelles, ne serait qu'une

balade de plus devant la préfecture où, là, nous ne risquons pas de déborder les syndicats puisqu'on sera cernés par les flics !

En fin de compte, tout le monde était content d'avoir dit aux directeurs ce qu'on pensait et de les avoir fait fuir, même si on aurait davantage ri si on avait pu les coincer !

Correspondant LO

PEUGEOT-SOCHAUX

Plus ça chôme, moins on chôme



A Sochaux, la direction de l'usine Peugeot a réussi à faire sortir plus de voitures avec moins de personnel.

Ainsi, en augmentant entre autres le taux d'activité (rendement minute) de 60 en 1978 à 80 en 1980, en obligeant les ouvriers à passer par exemple

de 182 tubulures de « 204 » par heure en juin 1981 à 243 actuellement, de 495 supports d'arbre moteur à l'heure il y a 3 ans à 600 aujourd'hui, la productivité a augmenté de 16 % en 2 ans. Et c'est actuellement 133 voitures de plus par jour qui sortent, avec 1 000 travailleurs en moins !

Rhône-Poulenc Vitry (94)

« Nos revendications demeurent, la nécessité de la lutte aussi »

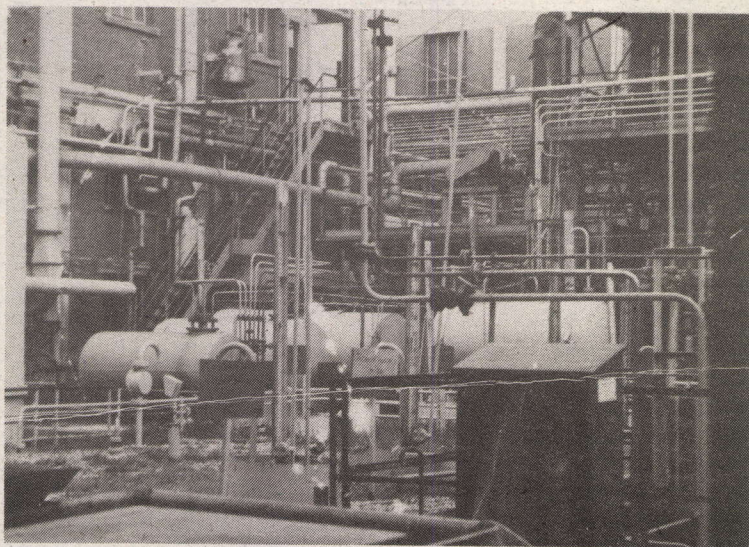
Le Comité de grève

Les travailleurs de fabrication de Rhône-Poulenc Vitry faisaient grève quatre heures par jour depuis le mardi 7 février.

Faute d'avoir pu gagner à la grève les travailleurs des autres secteurs, et de crainte de laisser le mouvement s'effriter, les grévistes, en assemblée générale, ont décidé de reprendre le travail.

Pendant 15 jours, les ouvriers de fabrication ont tout fait pour renforcer et organiser la grève. Le Comité de grève, élu le 9 février, a permis aux travailleurs non seulement de bloquer la production, mais aussi d'empêcher la direction de livrer les marchandises en stock. Jour et nuit, y compris pendant le week-end, des équipes mises en place par le Comité de grève ont surveillé et bloqué le quai d'embarquement et les voies de la SNCF qui entrent dans l'usine. Le Comité a pu ainsi moduler les heures de débrayage pour mieux assurer ces piquets. L'action des travailleurs, leur cohésion, ont attiré aux grévistes la sympathie de l'ensemble de l'usine et de nombreuses aides, tant pour les piquets de grève que pour la surveillance des mouvements de marchandises.

Mais les grévistes n'ont pas réussi à convaincre d'autres travailleurs de les rejoindre



(Ph.LO)

autrement que par des débrayages limités.

Lundi dernier, la direction ne reculait un peu que sur une des trois revendications : les travailleurs postés de plus 55 ans (ils sont 39 dans ce cas) pourront partir en pré-retraite selon des modalités à définir. Mais la direction ne cède rien sur les salaires.

Les travailleurs qui ont fait grève n'ont pas obtenu grand-chose. Mais à Rhône-Poulenc Vitry c'est le premier mouvement d'importance depuis 1980.

Pour tous, il était temps de montrer leur refus de subir les attaques de la direction sans réagir.

C'est surtout le premier mouvement à Rhône-Poulenc de cette importance que les grévistes aient contrôlé et organisé de bout en bout, auquel ils aient participé aussi massivement et activement.

Beaucoup de monde dans l'usine l'a vu. C'est là une expérience qui ne sera pas perdue pour les luttes à venir.

Correspondant LO

Norton La Courneuve (93)

Le moral y est

A l'heure où nous écrivons, les débrayages d'une heure dans l'usine et la grève illimitée de 17 ouvriers et ouvrières dans l'atelier des Diamants se poursuivent chez Norton à La Courneuve.

Cette semaine encore a été émaillée de petits événements qui se sont surtout déroulés autour de l'atelier des Diamants.

Jeudi 16, les grévistes du secteur sont allés trouver le chef de service pour poser leurs revendications. Il s'est abrité derrière la direction de l'usine, mais il n'a pas pu échapper à la colère d'une ouvrière qui lui a dit : « C'est injuste ! On vous paie la voiture, les costards, l'essence, les voyages, et vous trouvez normal que les nouveaux embauchés gagnent 4.000 F par mois ! ». Cette même ouvrière exprimait encore sa

colère en disant à ses camarades : « J'ai un fils en âge de travailler, je ne veux pas qu'il se retrouve dans cette situation ! ».

Vendredi 17, la grève était reconduite pour lundi : une heure de débrayage dans l'usine, grève illimitée toujours aux Diamants.

Lundi 20 février, un cadre de l'atelier des Diamants a cru malin de déplacer un travailleur d'un autre atelier pour lui faire prendre la place d'un gréviste. Arrivé sur place, ce camarade a dit au chef : « Je remplace X, alors je fais comme lui : je me mets en grève ». Le chef en a été pour ses frais. Par contre, du côté des grévistes, c'était la franche rigolade.

Mardi, la direction a cette fois mis deux cadres du secteur à faire le travail de l'emballage. C'est aux cris de « Augmentez les cadences », « Fai-

tes venir les chronos ! » qu'ils ont été accueillis par les travailleurs le matin. Et le spectacle du cadre en cravate (jaune... sans doute pour la circonstance) manipulant du bout des doigts le perchlore a fait penser à tout le monde que ce n'était pas demain la veille qu'il pourrait vraiment nous remplacer.

En tout cas, cela n'a pas entamé le moral des grévistes. Les débrayages d'une heure sont reconduits et aux Diamants les travailleurs sont décidés à tenir jusqu'à jeudi, date où doit avoir lieu une manifestation des travailleurs de La Courneuve au siège social de Conflans-Sainte-Honorine. Ce jour-là, il n'est pas certain que la direction générale nous reçoive. Mais ce qui est sûr, c'est qu'elle va nous entendre !

Correspondant LO

Les PTT marchands de sommeil ?

Dans les PTT, les provinciaux sont tous obligés de venir travailler dans la région parisienne au moment de leur embauche, et ceci pour une durée minimum de trois ans, qui parfois se prolonge d'autant.

En principe, on leur promet des aides au logement et, dans un premier temps, ils peuvent résider dans les « Maisons des débutants ». Là, ils paient entre 400 et 550 F, pour une chambre qu'ils doivent parfois partager avec un autre agent.

Mais ces foyers ne peuvent être occupés que pendant 6 mois, durée qui ne permet en général pas au locataire d'avoir trouvé autre chose (étant donné les salaires des « débutants » aux PTT).

La direction du Personnel et des Affaires sociales vient pourtant de trouver une solution originale pour les obliger à

déguerpir au bout de 6 mois : au-delà, elle augmente les loyers ! Ceux qui resteront entre 6 et 12 mois verront leur loyer augmenter de 19 % après le sixième mois, puis de 55 % au-delà de 12 mois. C'est ce que les PTT appellent « une incitation supplémentaire à quitter le foyer » !

En réalité, on peut dire qu'il s'agit là d'une façon « légale » d'augmenter les loyers. En effet bien rares sont ceux qui peuvent avoir trouvé un logement à Paris au bout de 6 mois. Ils sont donc souvent contraints de rester en foyer. Alors, pour une seule chambre occupée par deux agents, les PTT vont pouvoir récupérer près de 2.000 F !

Enfoncé, l'indice des prix de la construction qui, en principe, régit les augmentations de loyer !

SNCF Triage Villeneuve-St-Georges (94)

Un déraillement spectaculaire, un de plus !



(Ph. LO)

Samedi 11 février 1984, vers 9 h 30, un déraillement spectaculaire a eu lieu au triage de Villeneuve au poste H, un des postes qui réceptionnent les trains marchandises qui seront triés.

Alors qu'une machine de manœuvre tractait un train de 45 wagons non freinés avec plus de 1 500 tonnes, le mécanicien s'est aperçu en arrivant au poste H d'une absence de freinage sur sa machine. Ce train continua sa course, dépassant le poste H, directement sur un tiroir, c'est-à-dire une voie se terminant par un butoir. Au passage, ce train a accroché des wagons d'un autre train marchandises qui entraient dans le triage.

Le mécanicien de manœuvre n'eut que le temps d'alerter par radio de l'absence de freins, avant de sauter en marche. La machine, continuant sa course, heurta violemment le

butoir de bout de voie et se dressa presque à la verticale contre un poteau caténaire !

Résultat : dix wagons dérailés, la machine de manœuvre en morceaux, les installations du poste d'aiguillage voisin détruites, des caténaires endommagées.

Heureusement, il n'y a eu aucun blessé dans ce déraillement. Mais quoi d'étonnant à ce que de tels accidents aient lieu, quand on sait comment sont entretenues ou plutôt ne sont pas entretenues les machines de manœuvre, qui tournent 24 heures sur 24, quand on sait comment sont tractés certains trains à l'intérieur du triage, sans qu'aucun wagon ne soit relié à la conduite générale de freinage comme cela se faisait dans le temps.

Rentabilité et manque de personnel obligent !

Correspondant LO

« Finis, les lendemains qui chantent, LA CHINE DÉCOLLECTIVISE »

de René Dumont

Au terme d'un voyage dans six des provinces les plus représentatives de la Chine, René Dumont, agronome et auteur d'une trentaine d'ouvrages sur la faim dans le monde, apporte des informations très intéressantes sur la nouvelle politique de décollectivisation qui bouleverse depuis deux ans les campagnes chinoises et sur l'évolution qui a conduit à ce nouveau cours.

A la lueur d'enquêtes qu'il a menées sur le terrain et des renseignements que laissent filtrer les dirigeants actuels, soucieux de justifier leur nouvelle politique économique, il tente d'apprécier ce qu'ont pu être depuis 35 ans les rapports de la paysannerie avec l'Etat chinois.

Le nouveau régime mis en place par Mao en 1949 fut porté par l'une des plus gigantesques jacqueries paysannes de l'histoire. Cette révolution chinoise a en effet extirpé des campagnes le pouvoir féodal millénaire des grands propriétaires fonciers et construit un Etat national indépendant qui a été dès 1949 isolé du marché mondial par le blocus économique des USA, et de ce fait à l'abri du pillage des Etats impérialistes.

Mais l'industrie et l'agriculture chinoises étaient très arriérées. Si 120 millions de familles ont bénéficié en 1950 de la redistribution de 107 millions d'hectares, dans bien des régions cela ne faisait qu'une surface familiale d'un demi, un quart d'hectare, et parfois moins. Il n'y avait qu'un animal de trait pour 4 familles.

Cependant le paysan, pour la première fois maître chez lui, a redressé la production agricole.

Dès 1952, avec 164 millions de tonnes de grains, la récolte a dépassé les meilleures années d'avant-guerre.

Mais les dirigeants chinois rêvaient d'un modèle de développement pour que la Chine accède au rang de grande puissance : ils le trouvèrent tout naturellement dans l'URSS de Staline.

Dumont montre bien comment le dogme de la priorité au développement de l'industrie lourde entraîna la nécessité de collectiviser l'agriculture et ce qu'a été la réalité de cette collectivisation : l'embrigadement des paysans et les réquisitions forcées sous forme d'impôts et de vente obligatoire à bas prix des récoltes sur les marchés d'Etat.

Les prélèvements draconiens sur les revenus déjà extrêmement bas des paysans amenèrent des situations catastrophiques.

Au cours de l'automne 1955, par exemple, les paysans cachèrent leurs réserves de céréales ou les consommèrent

en cachette, abattirent le cheptel, pour s'opposer à leur regroupement forcé en coopératives.

Selon René Dumont, le pire fut atteint au cours du « Grand bond en avant », fin 1957. La création de hauts fourneaux de campagne s'avéra un désastre. La recherche de minerais accabla tous les moyens de transport aux dépens de l'agriculture et les forêts furent dévastées. Les récoltes de céréales furent perdues. La création des communes populaires, aux dires des dirigeants actuels, entraîna de 1959 à 1961 trois années noires. En 1959-1960, note Dumont, « dans l'Anhui, les paysans ne récoltaient pas le riz mûr car les gens, en état d' inanition, n'en avaient pas la force. Beaucoup étaient morts de faim en regardant les grains de riz tomber dans les champs ».

Pour la seule année 1960, l'agronome Claude Aubert, cité par Dumont, estime la mortalité due à la malnutrition à environ 15 millions de personnes, mais l'auteur précise que la mortalité avant la révolution chinoise de 1949 était cependant supérieure. Des paysans se révoltèrent dans le Henan. L'armée réprima brutalement, fusilla les cadres, tenus pour responsables du désastre.

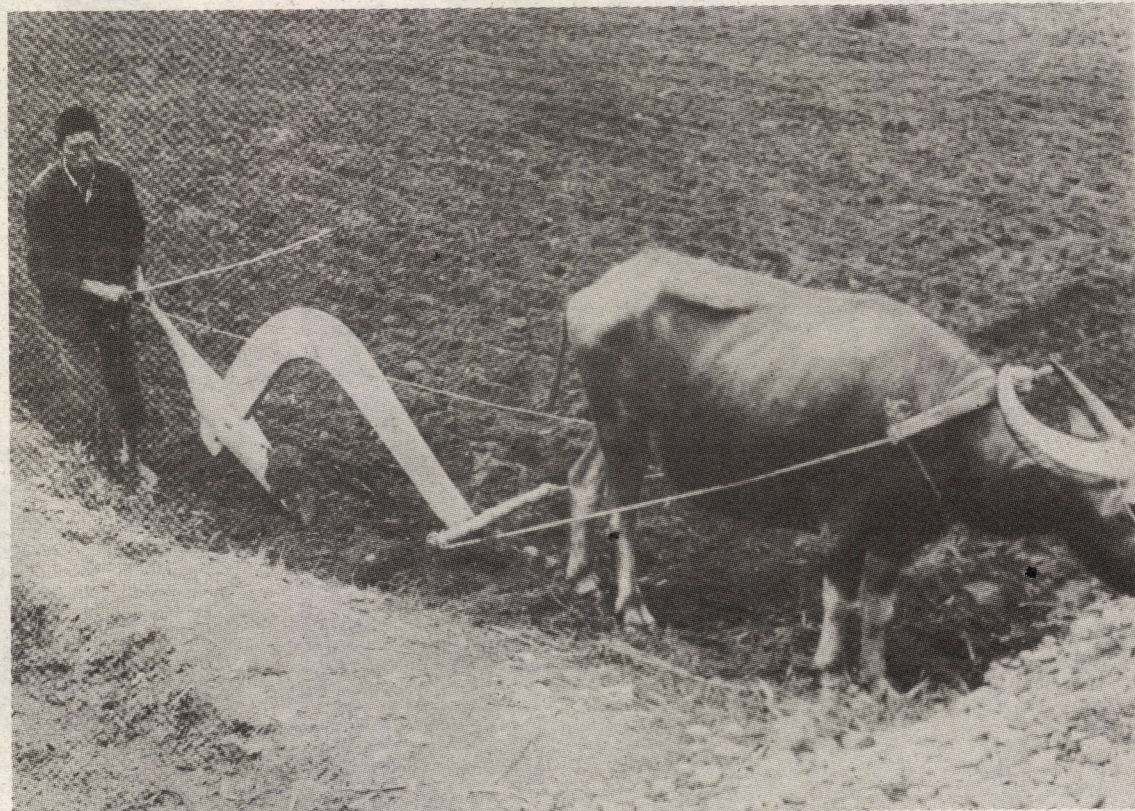
La Révolution culturelle de 1966, malgré ses excès et ses tentatives de reprise en main des populations rurales par les gardes rouges, soi-disant « envoyés pour s'y rééduquer au contact des paysans pauvres », désorganisa à nouveau la campagne, même si elle fut un peu moins meurtrière que le « Grand bond ». Mais la ration alimentaire par tête, en 1977, n'avait toujours pas dépassé celle de 1967, qui était à la limite de la famine.

Après la mort de Mao Tsé-toung en 1976, ses successeurs durent se rendre à l'évidence. Malgré les efforts démesurés imposés à la paysannerie, la prétendue « accumulation socialiste » était un échec, l'industrialisation restait faible et la famine de plus en plus menaçante.

La collectivisation sans la mécanisation était un fiasco.

Alors que la productivité moyenne d'un travailleur chinois en 1979-1980 était toujours de 1100 kg de céréales par an (identique à celle de 1938), il était évidemment difficile d'extorquer un surplus pour l'industrialisation sans accroître cette productivité.

La décollectivisation amorcée en 1978, et qui prend sa pleine extension dans les années 1981-1982, est une tentative d'intéresser le paysan aux résultats de la production. Mais d'un autre côté elle favorise, souligne Dumont, l'ascension d'une classe de paysans



riches, avec à la clef le danger d'accroître des inégalités sociales déjà explosives dans les campagnes et dans les villes, en instaurant pour les plus pauvres un rationnement par l'argent encore plus injuste que le précédent.

Bien que la lecture de l'ouvrage de Dumont soit, pour certains passages, un peu fastidieuse, lorsqu'il traite en détail d'un point de vue agronomique les diverses régions qu'il a visitées, au fil des pages, par petites touches, nous découvrons un tableau de la Chine actuelle bien éloignée des clichés égalitaristes dont on nous a abreuvés depuis plusieurs décennies.

Le chômage rural touche 30 % de la population rurale et, s'il n'y a « que » 25 millions de chômeurs dans les villes, c'est que l'accès à celles-ci est contrôlé par l'administration.

Pour des dizaines de millions de paysans pauvres, l'achat d'un simple vélo représente deux ans et demi de revenu annuel. Les « paysannes-coolies » portent du bois en montagne comme des bêtes de somme sur des dizaines de kilomètres, pour le chauffage. Le dur repiquage du riz est toujours leur lot dans les vallées, alors qu'il existe des machines, mais dont on manque en Chine. Pour se loger à Pékin, les travailleurs ne disposent que d'une moyenne de 3,6 m² par habitant. Les travailleuses de la laine de Shangaï font 48 heures par semaine. Dans le Shandong elles courent des sacs plastique pendant 70 heures par semaine. Les ouvriers temporaires sont « traités comme des bœufs à deux pattes doués de la parole ». Et le pire est atteint par les « plaignants », qui se trouvent en situation illégale dans les villes et doivent mendier, se prostituer, sinon vendre leurs enfants.

La classe privilégiée, qui inclut les anciens capitalistes les plus riches à qui on a restitué en 1979 leurs biens confisqués en 1956 et les bureaucra-

tes de l'appareil d'Etat, profite de la plus-value extorquée aux paysans et aux ouvriers chinois. Et Dumont cite des exemples de corruption : vivant dans des cités interdites au peuple, ces privilégiés se font attribuer des logements somptueux, de vastes autos à rideaux tirés, des magasins et des écoles spéciaux. Ils pillent les biens de l'Etat et n'hésitent pas à constituer de véritables holdings plus ou moins légaux, pour de fructueux commerces avec l'étranger.

Ces exemples témoignent avec vigueur de l'impossibilité où se trouvent même des régimes comme la Chine (pour autant relativement à l'abri du pillage impérialiste) de s'industrialiser et de sortir du sous-développement et de son corollaire inévitable, le parasitisme des couches dirigeantes et leur dictature politique.

Seule une révolution internationale, et non seulement nationale, pourrait sortir tous les pays sous-développés de la misère, en mettant au service de l'humanité entière les énormes moyens accumulés dans les pays riches, ces pays qui ne sont devenus riches qu'en exploitant les richesses de toute la planète et en pillant ces pays aujourd'hui arriérés.

Mais, en ce qui concerne René Dumont, c'est dans le strict cadre national qu'il raisonne, lorsqu'il prône à son tour quelques solutions pour la Chine. C'est un certain nombre de mesures économiques et écologiques qu'il préconise pour relever, avec les faibles moyens dont dispose le pays, la production agricole. Mais, même si de telles mesures étaient prises en compte, si les dirigeants chinois devenaient soudain plus soucieux de satisfaire les besoins de la population que de faire du pays qu'ils dirigent une grande puissance (Dumont lui-même ne se fait pas d'illusions là-dessus), cela permettrait tout juste à la population chinoise d'assurer sa survie, mais pas de sortir de la pauvreté.

A la recherche d'une solution nationale au sous-développement, Dumont fait du surpeuplement « la plus grave menace pour l'avenir de la Chine ». C'est devenu désormais un thème de la plupart de ses études sur le Tiers Monde. A cause de la pauvreté du pays, la démographie est certes un des principaux problèmes des dirigeants chinois, qui ont limité autoritairement la natalité à deux enfants par couple puis, depuis 1979, à un seul enfant par couple. Tout en les approuvant, Dumont montre lui-même à quelles aberrations ont pu conduire ces limitations, aboutissant à l'infanticide des filles car, pour les pauvres des campagnes qui n'ont pas de retraite, le seul soutien est d'avoir un fils. Si bien qu'en 1982 le recensement signalait 106,3 hommes pour 100 femmes.

Mais la forte natalité est plus le résultat que la cause du sous-développement : du XIX^e au XX^e siècle, l'Europe industrielle a considérablement abaissé son taux de natalité sans avoir recours à des pratiques malthusiennes généralisées. L'élévation du niveau de vie a suffi.

Or c'est justement de ce cercle vicieux que la Chine ne peut sortir. C'est que le développement ne peut pas venir d'une prétendue accumulation socialiste primitive dans un seul pays.

Coincé dans son rôle de conseiller éclairé des gouvernements nationalistes des pays sous-développés, René Dumont ne peut pas répondre à la question cruciale : quelle classe sociale et quelle nouvelle révolution pourront donner à la population chinoise le goût des « lendemains qui chantent » ? Mais la foule d'informations que nous apporte son livre n'en sont pas moins très éclairantes.

GIL LANNOU

La Chine décollectivise de René Dumont. Ed. du Seuil. 332 pages. 85 F.

ORIGINES DE L'HOMME

Une interview d'Yves Coppens

A l'occasion de la sortie de son livre *Le Singe, l'Afrique et l'Homme* (cf. LO n° 819), le professeur Yves Coppens, professeur au Collège de France (chaire de paléontologie et préhistoire), nous a accordé une interview dans laquelle il fait le point des connaissances actuelles et des hypothèses auxquelles il est récemment arrivé sur les origines de l'Homme.

« Que connaît-on aujourd'hui des origines de notre espèce ?

— Les petits Primates primitifs étaient apparus dans l'hémisphère nord : on les trouve en Amérique du Nord, en Europe et un peu plus tard en Asie. On voit apparaître, au contraire, les Singes supérieurs dans l'hémisphère sud, en tout cas de l'autre côté de la Méditerranée, en Afrique d'une part et en Amérique du Sud d'autre part, voici 35 à 40 millions d'années.

Les Singes primitifs vivaient en Europe et en Amérique, à une époque où le climat était tropical et humide de façon permanente, climat qui semble être devenu saisonnier au moment de l'apparition des Singes supérieurs. Il y a toujours une saison humide et chaude, mais il y a aussi une saison sèche. Au lieu de s'adapter, par exemple par la course, pour échapper aux prédateurs, dans un paysage plus découvert, ou par l'enfouissement, dans un paysage où le sol serait meuble, les Singes supérieurs semblent s'adapter, être sélectionnés par la nature, par une complication du système nerveux. Le Singe supérieur acquiert donc une très grande souplesse dans son adaptation, par le développement de son système nerveux central.

Mais, le cerveau ne se fossilisant pas, son étude est très difficile à réaliser pour le paléontologue.

— Comment peut-on alors comprendre la séparation entre la famille des Singes et celle des Hommes ?

— On s'aperçoit qu'on peut suivre l'évolution des grands Singes supérieurs en Afrique. Il y a des périodes moins bien documentées que d'autres, mais il n'y a pas de rupture. Ceci fait, je considère de plus en plus aujourd'hui que cette partie de notre histoire, les quarante derniers millions d'années, a dû se passer en Afrique, et même en grande partie en Afrique de l'Est. Imaginons la famille des ancêtres que nous partageons avec les grands Singes vivant au cœur de l'Afrique péri-équatoriale, dans la forêt qui va, à l'époque, de l'Atlantique à l'océan Indien, en toute quiétude, sans problème particulier. Une grande faille « casse » alors l'Afrique, la mer Rouge et une partie du Proche-Orient sur 6 000 km. Cette faille, appelée Rift Valley, est au début un simple accident tectonique. Puis cette rupture s'accompagne du relèvement de ses bords, qui fait que les nuages venant de l'Atlantique en direction de l'océan Indien sont stoppés à la hauteur de la Rift Valley occidentale. Ces nuages continuent à pleuvoir du côté occidental de la Rift Valley,

alors qu'ils pleuvent de moins en moins du côté oriental. Je me demande si, à ce moment-là, la partie de notre famille se trouvant à l'ouest n'aurait pas évolué comme dans une île, dans une niche écologique constituée par de la forêt et de la savane boisée, tandis que la partie de la famille se trouvant à l'est, dans une autre niche écologique, un paysage du genre savane ouverte, savane claire, prairie, voire steppe, aurait donné les Hominidés. Les Hominidés ont redressé leur corps, développé leur cerveau, inventé leurs outils, développé une denture adaptée à un régime omnivore, compliqué leur société, pour survivre dans un milieu où ils étaient beaucoup plus exposés. Ceci a pu commencer à se passer vers dix millions d'années.

J'en suis arrivé à cette idée parce qu'on trouve aujourd'hui une répartition des Gorilles et des Chimpanzés limitée à l'ouest de la grande faille et, lorsqu'on recherche les plus anciens Hominidés du monde, on ne les trouve que de l'autre côté, à l'est. Une douzaine de missions internationales travaillant vingt ans dans cette région de la Rift Valley ont recueilli des centaines de milliers d'ossements de Vertébrés, dont quelques milliers d'ossements d'Hommes ou de pré-Hommes, et jamais le moindre morceau de Chimpanzé ou de Gorille... S'ils ne sont pas là, c'est qu'ils sont ailleurs. Nous sommes cousins et, si nous sommes séparés de cette manière, c'est que nous avons dû évoluer pour des raisons environnementales dans des niches écologiques, dans des contraintes, bien différentes.

La contre-épreuve reste à faire. Si on n'a pas trouvé de Chimpanzés et de Gorilles à l'est, on n'en a pas trouvés pour le moment non plus à l'ouest. Il serait souhaitable que la démonstration de leur existence du côté occidental soit faite, ainsi que celle de l'absence des Hominidés.

— Quelle explication apportez-vous à l'apparition de la bipédie ?

— L'explication est peut-être simple et peut-être même un peu simpliste. On a remarqué chez d'autres animaux, Singes ou carnivores par exemple, une tendance à se redresser sur les pattes postérieures pour surveiller l'horizon. Les animaux peureux, inquiets, ont cette tendance à se redresser.

Dans l'hypothèse d'assèchement du climat, la bipédie peut être liée à un redressement du corps dans le but de meilleure surveillance.

Il n'est pas impossible aussi que le redressement du corps puisse être lié à l'utilisation des mains, mais je ne pense

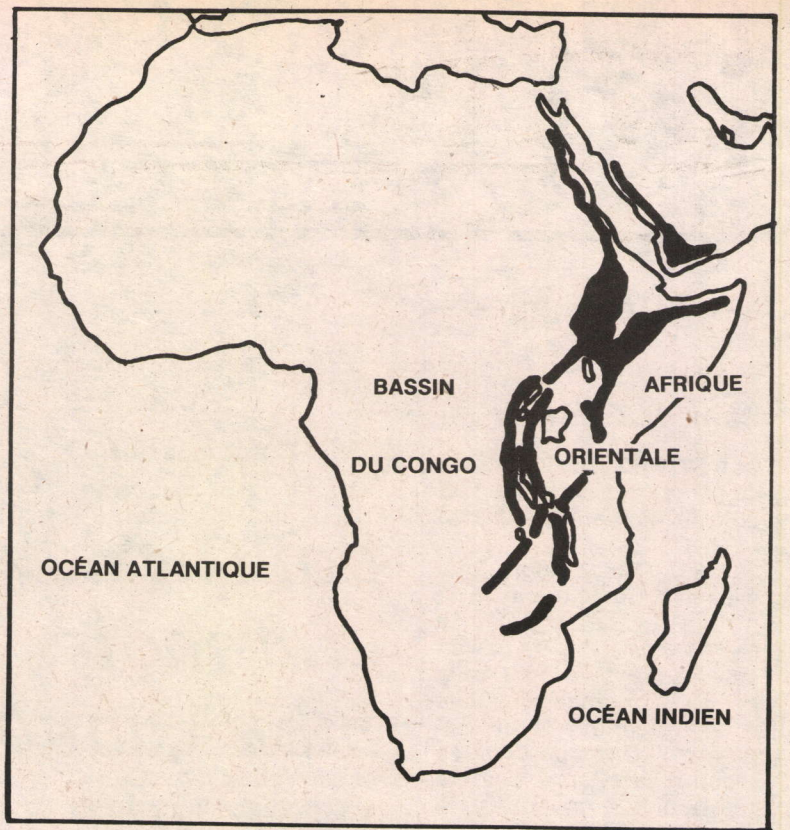
pas que ce soit suffisant, car pour utiliser les mains il suffisait de s'asseoir comme le font tous les Babouins du monde, les Chimpanzés ou les Macaques.

— Les premiers bipèdes, les Australopithèques, sont les ancêtres les plus proches de l'Homme. Que connaît-on sur eux ?

— On a déterminé dans mon laboratoire des ossements attribuables à l'Homme qui auraient quatre millions d'années, ce qui veut dire que la séparation des Hommes et des Australopithèques a pu se faire entre quatre et cinq millions d'années. Puis le groupe des Australopithèques, après avoir donné naissance aux Hommes, a continué son évolution propre.

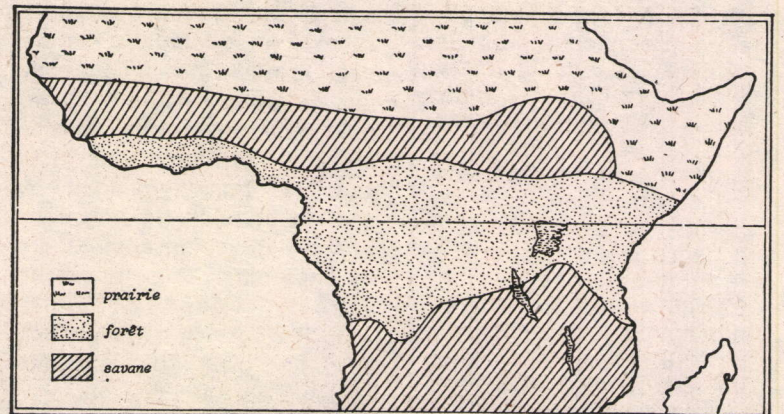
Dans le sud de l'Éthiopie, au bord du fleuve Omo, j'ai trouvé des pierres taillées de deux à trois millions d'années qui, lorsqu'elles étaient associées à un Hominidé, l'étaient toujours à un Australopithèque. On peut toujours dire que l'Australopithèque était là parce qu'il avait été mangé, et que le véritable artisan était l'Homme, mais je refuse cette démarche partisane.

Je pense que les tendances, aussi bien anatomiques que culturelles, sont bien plus anciennes qu'on ne l'imagine. On a dit que le redressement du corps était typique de l'Homme ; on s'aperçoit aujourd'hui que la plupart des Singes se redressent et marchent même sur leurs pattes postérieures au moins un certain temps. On a dit que le développement du cerveau était typique de l'Homme ; et on s'aperçoit que ce développement du cerveau existe depuis le début des Primates et ne fait que s'accroître. On a dit que la préhension était propre à l'Homme ; or il y a de nombreux exemples de préhension chez les petits Singes qui ont le pouce opposable aux autres doigts. Je pense de la même manière qu'il n'est pas choquant de trouver des pierres et des os taillés qui précèdent l'Homme. L'Homme ne fait qu'accroître et développer de façon extraordinaire ce potentiel qui a pu apparaître bien avant. Il est évident que l'Homme se démarque de façon extraordinaire par la conscience, une vie sociale beaucoup plus complexe et beaucoup plus organisée, le langage ; mais je ne pense pas que l'Homme ait d'un coup inventé tout cela. Il a dû développer de façon quantitative et qualitative toutes ces tendances qui lui étaient léguées par son prédécesseur Australopithèque. Je suis sûr que l'Australopithèque vivait en sociétés d'une certaine complexité, fabriquait l'outil et communi-

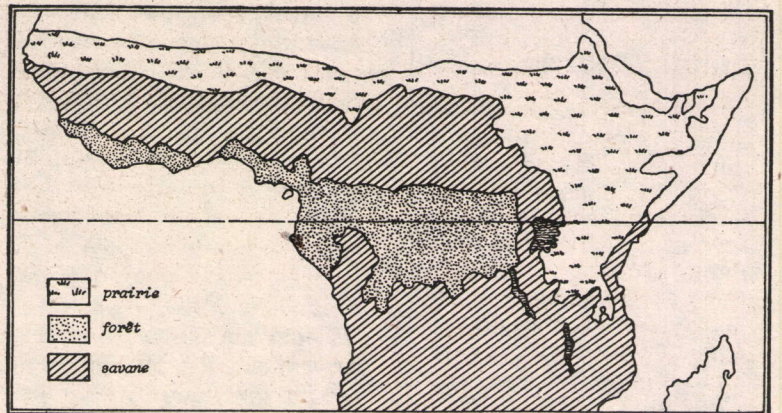


La fracture de l'écorce terrestre qui traverse l'Afrique du nord au sud (Rift Valley) a provoqué l'apparition de chaînes de montagnes (représentées sur cette carte) qui ont modifié le climat et la végétation : forêt dense dans le bassin du Congo, savanes et steppes en Afrique orientale.

Tous les Singes supérieurs actuels se trouvent à l'ouest de la Rift Valley, tous les fossiles d'Australopithèques et des premiers Hommes à l'est.



CARTE 5. Carte de l'Afrique intertropicale au Miocène supérieur.



CARTE 6. Carte de l'Afrique intertropicale aujourd'hui pour montrer le retrait de la forêt de l'autre côté de la Rift Valley.

quait, au moins par gestes, puisque les outils qu'il fabriquait devaient être enseignés pour être reproduits.

— Vous parlez d'évolution continue depuis les premiers hommes, et contestez la séparation en *Homo Habilis*, *Erectus*, *Sapiens* ?

— Après 28 ans de fréquentation de ces hommes fossiles, il m'apparaît que ces trois espèces sont tout à fait artificielles. Je sais ce qu'est un *Homo Erectus* lorsque j'essaie de reconstituer un type moyen, lorsque je frappe au cœur de la famille des *Erectus*. Mais lorsque je cherche des éléments qui se trouvent précisément au passage d'*Habilis* à *Erectus*, ou d'*Erectus* à *Sapiens*, je trouve des intermédiaires et même des êtres composites, avec une partie attribuable à l'un et une partie attribuable à l'autre. Il me semble qu'il y a eu interfécondité entre tous ces hommes.

Lorsqu'on passe d'*Habilis* à *Erectus*, il a dû y avoir des Hommes *Habilis Erectus*, puis *Erectus Habilis*. On passe par des stades morphologiques

plus que par de véritables espèces.

Pour ce qui est de la disparition des Néandertaliens, ils vivaient de l'Europe de l'Ouest jusqu'à l'Asie centrale ; et un génocide d'une telle population, comme on l'a dit parfois, serait impossible, même par un Homme de Cromagnon parfaitement équipé pour le réaliser. D'autre part on se rend compte depuis quelques années que tous les Hommes fossiles qu'on a trouvés en Europe sont de bons prédécesseurs du Néandertal. Le Néandertal ne tombe donc pas comme ça du ciel, et il ne s'en va pas non plus comme ça au ciel ; on a trouvé, à notre grande surprise, un Néandertalien associé à un outillage du Paléolithique supérieur, qui jusqu'ici était considéré comme fabriqué strictement par l'Homme de Cromagnon.

Donc le passage de l'*Homo Erectus* à l'Homme de Néandertal et de l'Homme de Néandertal à l'Homme de Cromagnon a dû se faire avec beaucoup plus de souplesse, de douceur et de lenteur qu'on ne l'a imaginé.

Sélection

Samedi 25 février

14 h 50. FR3. Sur les traces de Maxime Lisbonne. Un portrait d'un ami de Louise Michel.

20 h 35. TF1. Aveugle, que veux-tu ? Un téléfilm de la nouvelle série « Série noire ». Les premiers pas de cette série télévisée, voilà un mois (L'ennemi public n° 2) avaient été un succès.

20 h 35. Champs-Élysées reçoit Pierre Perret, qui fête ses 25 ans de chansons. De nombreux artistes viennent interpréter ses titres les plus connus.

Dimanche 26 février

20 h 35. TF1. La grande évasion. Re-re-rediffusion du célèbre film américain avec Steve Mac Queen, Charles Bronson et James Coburn.

21 h 40. A2. Vietnam, la suite et la fin de la série de Henri de Turenne. Ce soir la fin de la sale guerre, la débandade américaine et le début des boat-people.

22 h 30. Acte de violence. Un film noir de Fred Zinnemann daté de 1948. Un mystérieux justicier vient bouleverser la vie d'un homme d'affaires trop tranquille.

Lundi 27 février

20 h 35. TF1. Mademoiselle Julie. La pièce de Strindberg dans une adaptation de Boris Vian, filmée au théâtre Edouard VII en janvier dernier, avec Niels Arestrup et Fanny Ardant. L'histoire, très psychologique avant l'heure, d'une jeune héritière éprise de son valet.

20 h 35. A2. L'histoire d'Adèle H. (dans le cycle François Truffaut). Avec Isabelle Adjani dans le rôle de la fille de Victor Hugo.

Mardi 28 février

20 h 35. TF1. Face à face Claude Cheysson-Marie-France Garaud. Trop tôt pour s'endormir : changer de chaîne.

20 h 35. Maman a cent ans. Film espagnol de Carlos Saura, avec Geraldine Chaplin. Un portrait de la haute société franquiste après la mort de Franco.

Mercredi 29 février

FR3. 20 h 35. La groupie. Téléfilm. Lui est vedette de rock ; elle, caissière.

Vendredi 2 mars

20 h 35. A2. Guérilla : feuilleton avec Bernard Fresson. L'armée française en campagne en Espagne sous Napoléon. Les envahisseurs n'étaient pas des anges.

20 h 35. FR3. Silence, on tue. Des témoins du meurtre raciste du Bordeaux-Vintimille, le 15 novembre dernier, parlent.

Montand sur Antenne 2

« Vive la crise pour les autres, et à moi mon camion pour une tournée en Californie »



Il a été vraiment sage et attentif, Yves Montand, devant ses professeurs d'économie sur Antenne 2. Non, il n'était pas venu pour nous faire la leçon. Il était venu pour montrer qu'un brave type sans prétention et plein de bon sens comme lui voulait comprendre et apprendre. Et en bon-petit-Français-à-qui-on-ne-la-fait-pas, il s'est fait faire du bon cinéma par des experts ès-crise pendant une heure et demie. La crise économique, c'est comme la tempête, les solutions des politiciens n'y peuvent plus rien, à chacun de s'en sortir. Il suffit pour cela d'avoir des idées, de la volonté, du courage et tout ce qu'il faut, et on aura ce qu'on mérite. Et les experts en question ont même réussi à convaincre Montand lui-même qu'il était un type aussi bien que ça, puisqu'il contribuait à créer des emplois par ses tournées, et que quand il gagnait des dollars en Amérique et les rapatriait en France, c'était bon pour le pays ! On voyait à son sourire étonné qu'il n'en revenait pas lui-même, Yves Montand, d'être un agent économique aussi efficace.

Grave, pas grave, dramatique, souhaitable, la crise était tout cela à la fois. Mais qu'importe, puisque n'importe quel individu, vous ou moi, ou Yves Montand, pouvait y remé-

dier, par lui-même et pour lui-même.

Ni riches ni pauvres, ni profiteurs ni exploités, dans cette version de la crise. Que des gens de mauvaise ou de bonne volonté !

Les scénarios futuristes n'ont pas manqué, bien mis en scène, bien joués, ménageant le suspense et les renversements de situation.

Quant la voix off et froide de Christine Ockrent s'est mise à annoncer comme pour le journal de 20 heures la « diminution de 20 % des indemnités de chômage, la diminution de 50 % des pensions de retraites, la suppression des allocations familiales pour les ménages disposant de plus de 8.000 F par mois », on a été soulagé de réaliser tout de suite que c'était... de la fiction, puisque, pour le moment, nous avait dit Yves Montand, n'est-ce pas, « la seule crise que l'on connaît en France, c'est la crise de foie ».

Ouais, comme dirait Montand, à condition d'oublier que les indemnités de chômage diminuées de 20 %, ce n'est pas de la fiction, mais c'est déjà passé dans la réalité depuis des mois, comme la baisse du pouvoir d'achat des retraités et des plus pauvres, des plus démunis.

Après nous avoir montré que la crise actuelle, ce n'était pas

comme dans les années 1930, on nous a quand même avertis que c'était grave, très grave, et que ça allait l'être encore plus.

Mais il y a toujours quelque chose à faire.

Très pédagogiquement, les économistes experts dont certains sont proches du Parti Socialiste ont commencé par mettre en garde contre les « Y-a-qu'à » : « Y-a-qu'à chasser les immigrés » ; « Y-a-qu'à embaucher des fonctionnaires » ; « Y-a-qu'à fermer les frontières ». Le scénario fiction ridiculisant le premier des Y-a-qu'à (renvoyer 2 millions d'immigrés), présenté avec humour, était sans doute l'un des meilleurs de l'émission. Cela s'adressait sans doute à Montand, ex-homme de gauche, et qui pour parler peuple n'a jamais comme Le Pen fait de la démagogie anti-immigrés. Le deuxième scénario, voulant ridiculiser l'embauche dans les services publics, visait nettement plus bas, s'adressant au Montand râleur et Français moyen. Quant au troisième, expliquant l'interdépendance économique mondiale, c'était la minute des experts.

Avant d'en arriver à leurs propres solutions, les professeurs d'Yves Montand présentèrent un scénario impressionnant d'un krach financier mondial ou, au choix, un autre scénario de 30 années noires débou-

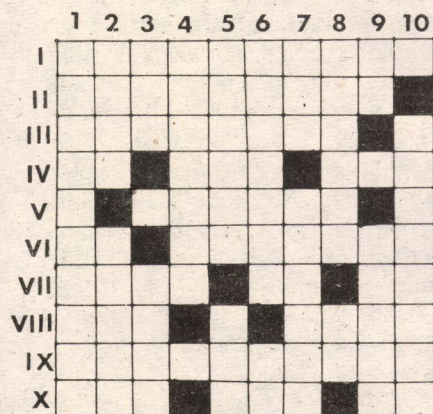
chant sur la guerre mondiale. On en était aux deux tiers de l'émission, on commençait à prendre cette crise au sérieux, à se poser des questions, à se dire qu'après tout, les initiateurs d'Yves Montand cherchaient peut-être autre chose qu'à nous endormir, quand ils se sont mis à noyer l'effet produit sous l'eau de rose de leurs propres « Y-a-qu'à ».

Non, la guerre mondiale est impossible ; et puis, cette crise, après tout, est-ce bien une « crise » ? Pourquoi ne pas la voir comme une simple mutation... technologique ? Sur ce, on eut droit à de nouveaux scénarios d'une sagesse exemplaire, où l'initiative individuelle d'un ancien énarque permettait de créer des milliers d'emplois en Vendée grâce au folklore et à l'informatique, et où l'Europe unie, sans frontières, envahissant le marché mondial de boîtes de « vinicola », faisait la pige à l'Amérique devenue soudain ringarde avec son dollar à 2,50 F ! Sergio Leone pouvait monter un film à grand spectacle en Italie en descendant un rôle à Francis Coppola : bref, l'Europe devenait l'Amérique.

« Je ne sais pas si la démonstration vous aura convaincus », concluait Montand. Lui-même avait l'air un tantinet perplexe.

H.C.

Mots croisés



HORizontalement. — 1. Choix raisonnés. 2. La vie de certains aurait bien besoin de l'être. 3. Sont utiles au repos. 4. Préfixe négatif. Pas brillant. Pour le cuir. 5. Transmettre. 6. Symbole chimique. Qui a de la vivacité. 7. Affectation de prudence. Fin d'infinif. Possessif. 8. N'est pas resté de glace. Prénom masculin. 9. Faisant de longs commentaires. 10. Possessif. Pronom personnel. Préposition.

VERTICALEMENT. — I. Des plantes d'une même famille. II. Descendant du Prophète. Vit sous la toile. III. Balle capricieuse au tennis. Lèses. IV. Partie d'un tout. V. Met le soleil à vos pieds. Patriarche. VI. Sur nos têtes. Débute la guerre. VII. Colère. Dans l'Eure. VIII. Grosse mouche. Il chauffait le Nil. IX. Parmi nous. Capital pour le bourgeois. X. Erronés.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	R	E	D	O	V	I	L	L	E
II	R	E	D	R	E	S	S	E	U	R
III	U		D	O	V	E	L	L	E	S
IV		N	A	I	F		A	Y		E
V	A	U		T		R	N		M	A
VI	F	A	I	S	A	N	D	E	A	U
VII	A	G	E		R	I	A	N	T	
VIII	R	E	L	A	R	G	I	R	A	S
IX	S		G	L	I	S	S	A	G	E
X		P	A	L	E		E	G	E	R
XI	H	I	V	E	R	S		E		R
XII	I	C	A	R	E				S	E

« Les cavaliers de l'orage »

avec Marlène Jobert

Nous sommes dans une garnison du Sud-Est de la France, à la veille de la Première Guerre mondiale. La femme d'un officier de cavalerie, jeune doctresse d'origine polonaise, s'ennuie ferme. La seule distraction consiste en la venue de ces fougues « cavaliers de l'orage » que sont quelques maquignons-contrebandiers chargés de fournir le régiment en chevaux.

La guerre ayant éclaté, Marie se retrouve veuve, et libre de rejoindre un corps de volontaires du service médical aux armées. Avec son ambulance, elle est envoyée dans les Dardanelles, où les troupes anglo-franco-russes d'une part et germano-turques d'autre part se battent féroce pour contrôler les détroits commandant le passage de la mer Noire à la Méditerranée. Marie retrouve Jason, son contrebandier provençal, devenu soldat de cavalerie et, bien sûr, tombe dans ses bras.

Une aventure sentimentale guère originale, sur fond de



massacres et d'exotisme oriental ? Oui, mais pas seulement. Car la petite Polonaise (dont l'histoire, ici, rappelle volontairement celle de Marie Curie durant la guerre de 1914-1918) va découvrir aussi à Salonique autre chose que son univers petit-bourgeois, même pimenté par une aventure avec un amant fougueux et cavalier (à défaut d'être chevaleresque). Elle découvre l'horreur de la guerre, la bêtise meurtrière de ces officiers nationalistes parmi lesquels elle vivait en France, mais aussi les révoltes et les fraternisations de soldats qu'enthousiasment la Révolution russe ainsi que les idéaux socialistes de certains de ses compagnons.

Pour avoir permis l'évasion de mutins (dont Jason et un officier socialisant), Marie con-

naît la cour martiale et la prison militaire. Et l'on devine, lors des dernières images du film, que Marie, qui à peine sortie de prison n'a rien eu de plus pressé que de rejoindre une manifestation ouvrière, va désormais concevoir sa vie dans un tout autre cadre que celui de la caserne militaire.

Tiré d'un roman de Giono, ce film bourré de bonnes intentions n'évite pas les maladrotes. Et du coup, bien des situations, des discussions, parce que seulement ébauchées, tombent à plat et semblent même parfois un peu invraisemblables. Dommage, parce que c'est un film au sujet sympathique et qui, malgré tout, détonne quelque peu par rapport à bien des autres films paraissant actuellement sur les écrans. P.L.

« L'éducation de Rita »

de Lewis Gilbert

Bien qu'il ait la quarantaine et soit imbibé d'alcool, ce professeur de littérature d'une université anglaise est pourtant bien lucide. La preuve ? Il conseille à ses étudiants de préférer le soleil à ses cours.

rer le soleil à ses cours.

Mais une étudiante réussit à faire sortir ce blasé de sa léthargie. C'est Rita, une coiffeuse délurée dont les manières détonnent quelque peu dans la bonne société universitaire. Qu'importe au professeur : Rita veut apprendre, et il va se charger de son éducation...

N'essayez pas de deviner la suite, vous risquez de vous tromper. Le scénario n'est pas

aussi simpliste qu'il pourrait en avoir l'air.

Le metteur en scène jette un coup d'œil ironique sur la faculté, le snobisme intellectuel et certaines scènes sont drôles et touchantes. Et si la culture n'amène pas forcément le bonheur, comme semble le conclure le film, la satire d'un petit milieu cultivé permet de passer un bon moment.

Joëlle GERARD

« Tricheurs »

de Barbet Schroeder, avec Jacques Dutronc et Bulle Ogier

A Madère, un joueur ruiné et désespéré, Elric (Jacques Dutronc), est sauvé in extremis du suicide par un tricheur de haut vol, spécialisé dans la fraude à la roulette. Leur alliance se révèle fructueuse. De Bangkok à Sao Paulo, de Las Vegas à Monte-Carlo, les croupiers sont dupés par l'habileté des fraudeurs. Les fortunes s'amassent, mais flambent aussi rapidement qu'elles ont été gagnées.

Elric voudrait mettre fin à ce cycle infernal, rompre le con-

trat. Il sent que la fièvre du jeu risque de l'emporter à tout jamais. Il veut gagner, comme bien d'autres joueurs avant lui, une bonne fois pour toutes et s'arrêter définitivement. La femme qu'il a connue au Casino de Madère, Suzie (Bulle Ogier), va l'aider à mettre au point une technique de fraude très sophistiquée, qui pourrait leur faire gagner le pactole en une heure de jeu.

Parviendront-ils à leur but ? La supercherie ne risque-t-elle pas d'être découverte ? Recon-

naissons que la dernière demi-heure du film ménage parfaitement le suspense.

Le film de Barbet Schroeder est tiré d'une histoire authentique, celle d'un certain Steve Baes, joueur invétéré et ami du réalisateur. Schroeder dit de lui que c'est seulement lorsqu'il « avait tout perdu qu'il pouvait goûter à la vie ».

Les amateurs de sensations fortes peuvent toujours miser 30 F sur le film !

Stéphane HENIN

« Le garde du corps »

Barbara, (Jane Birkin) n'a pas de chance : elle s'est entichée d'un beau, ténébreux (Samy Frey) dont les épouses successives sont mortes dans de terribles accidents. Ce qui a permis au malheureux époux d'encaisser les sommes rondelles ainsi soutirées aux assurances.

Barbara va-t-elle être la nouvelle victime ? Non, parce qu'un garde du corps improvisé, aussi nigaud qu'amoureux transi (Gérard Jugnot, qui tremble devant son autoritaire de mère mais brave tous les dangers pour sauver la belle), va déjouer à temps les pièges mortels que l'époux peu scrupuleux tend à sa femme, dans les montagnes ou les sables marocains.

Un film balourd, à la cocasserie douteuse. Etant sorti juste avant le 15 février, on se demande si le réalisateur n'avait pas d'urgents besoins de trésorerie pour régler ses impôts...

Marie ANTONIN

Dans les salles parisiennes

Films récents...

LE BAL.
d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire.

Forum Cinéma Orient Express 1^{er}. Studio de la Harpe 5^e. Gaumont Ambassade 8^e. Sept Parnassiens 14^e.

LE JOUR D'APRÈS.
de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire.

Gaumont Richelieu 2^e. Bretagne 6^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo).

ET VOGUE LE NAVIRE.
de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.

UGC Opéra 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Studio de la Harpe 5^e (vo). Ellysées Lincoln 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

LES COMPÈRES.
de Francis Veber.

Un adolescent en cavale pour fuir sa famille se retrouve avec deux pères supplémentaires (Pierre Richard et Depardieu) à la recherche de leur supposé rejeton. Un film plein d'humour et bien sympathique sur l'épanouissement du sentiment paternel.

Georges V 8^e. Français 9^e. Paramount Montparnasse 14^e.

TO BE OR NOT TO BE.

En Pologne, pendant la dernière guerre, une troupe d'acteurs se joue des nazis.

Version 1984 d'Alan Johnson :

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. Hautefeuille 6^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). George V 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Montparnasse Pathé 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo). Paramount Maillot 17^e.

Version 1942 d'Ernst Lubitsch :
Saint-André-des-Arts 6^e (vo).

CARMEN.
de Carlos Saura.

Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.

Cinoches 6^e (vo).

LA BALLADE DE NARAYAMA.

de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5^e (vo).

... et moins récents

TOOTSIE.
de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de

dénoncer bien des préjugés.
Opéra Night 2^e.

MOLIERE
d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.

Bonaparte 6^e.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage...

Impérial 2^e. Rialto 19^e (vo).

ERENDIRA.
de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendiria, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Quintette 5^e (vo).

FENÊTRE SUR COUR.
d'Alfred Hitchcock.

Immobilité, la jambe dans le plâtre, un photographe observe ce qui se passe chez ses voisins.

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^e. St-Germain Huchette 5^e (vo). St-Michel 5^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Action Lafayette 9^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo). Athéna 12^e. Fauvette 13^e. Gaumont Sud 14^e. Montparnos 14^e. Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo). Clichy Pathé 18^e.

DIVA.

de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra.
Rivoli Beaubourg 4^e. Cinoches 6^e.

NUAGES FLOTTANTS.
de Mikio Naruse.

Un film très sensible sur l'amour contrarié d'une femme pour un homme marié mais c'est en même temps un tableau sur la misère et le poids des traditions dans le Japon d'après guerre.

Olympic Luxembourg 6^e (vo).

RUE CASES-NÈGRES.

de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

14 Juillet Parnasse 6^e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.

de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantomime.

Georges V 8^e (vo). Miramar 14^e. Paris Ciné 10^e.

TUEURS DE DAMES.
d'Alexander Mackendrick.

Un classique du film policier humoristique.

Action Ecoles 5^e (vo).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE.

de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Studio Médicis 5^e (vo).

L'embarras du gouvernement

Que les patrons transporteurs obtiennent finalement gain de cause sur leurs revendications (allègements fiscaux, détaxe sur le gazole, autorisation de faire circuler leurs camions le week-end) ou qu'ils ne l'obtiennent pas, leur mouvement aura démontré la fragilité de l'appareil d'Etat face à quelques milliers de petits patrons... disposant d'un matériel lourd.

Il ne s'agit pas là d'une situation exceptionnelle. Les paysans, qui sont aussi des petits patrons et qui disposent eux aussi de matériel lourd, en font plus ou moins la démonstration depuis de nombreuses années. Les paysans avaient pris le goût des manifestations spectaculaires bien avant les manifestations étudiantes de 1968. Mais si les barrages paysans ont toujours été démonstratifs, il n'y avait pas chez les agriculteurs cet esprit de système que manifestent les routiers en paralysant tous les grands axes du pays. Il faut dire que les camionneurs connaissent le réseau routier national au moins aussi bien que les paysans connaissent leurs champs...

Toujours est-il qu'à l'heure actuelle on voit différentes catégories sociales n'hésitant pas à utiliser les manifestations de rue (comme les partisans de l'école libre), ou même la violence, y compris minoritaire, quand elles disposent des moyens matériels pour l'exercer.

Seule la classe ouvrière reste dans le rang, elle que personne n'appelle à manifester, même si ses motifs de mécontentement sont autrement plus sérieux que ceux de ces différentes couches sociales qui se relaient dans les rues et sur les routes du pays.

Le conflit des routiers, lui, avait démarré à propos des grèves du zèle des douaniers. Là-dessus, les routiers ont rapidement obtenu satisfaction. Depuis, leur mouvement comme leurs revendications ont évolué, comme si les transporteurs s'étaient sentis grisés par l'effet produit dans le pays et par l'embarras du gouvernement, tout en constatant que leurs actions n'étaient après tout pas si mal vues par l'opinion.

A vrai dire, ce n'est pas que leurs revendications de départ ne soient pas fondées (il est en effet intolérable que les routiers soient les victimes des grèves du zèle des douaniers), ni que leurs revendications économiques et fiscales ne

soient en partie légitimes. Ces petits patrons conduisent biens souvent eux-mêmes leurs engins et, s'ils sont loin d'être défavorisés dans la population, si beaucoup sont prospères, ce ne sont pas eux qui spéculent et profitent des transferts de fonds à l'étranger, ce ne sont pas eux qui provoquent la crise ni qui profitent de l'incurie de l'économie. Si tous ces gens-là sont mieux lotis que les travailleurs, ce ne sont pas eux qui peuvent se faire voler 1,6 milliard de centimes de bijoux et qui n'ont que des gobelets en or massif parce qu'ils ne trouvent rien d'autre qui aille avec le marbre du hall d'entrée d'un appartement avenue Montaigne. Et s'il y a de l'argent, beaucoup d'argent à prendre et à redistribuer, c'est bien chez tous ces milliardaires concentrés dans quelques avenues de la capitale.

Mais la gauche au gouvernement, qui passe son temps à se mettre à plat ventre devant les puissances d'argent, se sent complètement désarmée devant la rogne des petits patrons. Faute de pouvoir se faire respecter, ses politiciens se demandent s'il n'y a pas quelque chose de louche, derrière tout ce mouvement, et ils laissent entendre que les routiers avaient des arrière-pensées politiques qui s'ajoutaient à leurs motivations corporatives. Ça pourrait être le cas, après tout.

Mais si la gauche croyait vraiment à ce qu'elle avance comme excuse, si le mouvement était vraiment politique, vraiment dirigé contre elle, si les partis de gauche, le PC, la CGT, le PS se sentaient menacés, pourquoi dans ce cas n'appellent-ils pas la classe ouvrière, qu'ils prétendent être leur base sociale, à intervenir ?

Parce que tout de même, qu'est-ce que c'est que 30 000 transporteurs routiers, dont 3 000 à 5 000 tout au plus sont vraiment mobilisés et dont les 300 000 salariés ne sont pas automatiquement solidaires ? Si la gauche craignait vraiment quelque chose, si l'affaire était vraiment politique, que ne demande-t-elle aux travailleurs d'intervenir, eux, auprès des routiers ? Le Parti Communiste, le gouvernement, préfèrent-ils utiliser les CRS, les policiers, pour faire respecter l'Etat ? Mais leur Etat est bafoué en l'occurrence. Alors quoi ? Craint-on les affrontements, la guerre civile, en faisant intervenir les travailleurs ? Mais si affrontements il y avait, ce serait bien plutôt

avec la police. Et l'intervention de milliers de travailleurs à chaque point de barrage se ferait à la fois plus dissuasive et bon enfant que les affrontements possibles avec les forces dites de l'ordre.

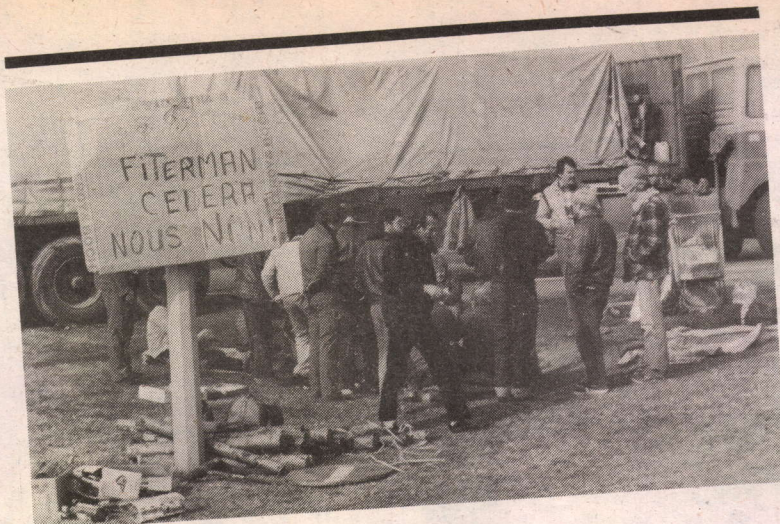
Mais Mitterrand a beau parler de force tranquille, il ne voudra jamais s'appuyer sur la force, tranquille ou pas, des travailleurs. Il s'y refuse quand il s'agit de défendre les intérêts des travailleurs contre les

patrons. Il s'y refusera encore plus quand il s'agira pour les travailleurs de se défendre dans la rue contre leurs éventuels et véritables adversaires, ce que ne sont pas actuellement les camionneurs.

Et aujourd'hui les « motivations politiques » supposées des routiers, en réalité, servent surtout d'excuse au gouvernement pour justifier son recul et ses concessions éventuelles face au mouvement. Le gouvernement n'y croit sans doute

même pas lui-même, guère plus que les travailleurs, d'ailleurs. Quant à mobiliser les travailleurs pour le soutenir, à supposer que le gouvernement le veuille, il faudrait pour cela, de toute façon, qu'il ait gardé du crédit auprès d'eux. Et il n'est pas évident que le gouvernement de la gauche disposerait de ce crédit, même si ses adversaires n'étaient pas les actuels routiers, mais des adversaires véritables. Et c'est bien là le pire aspect de la situation qui est créée à l'heure actuelle.

H.C.



Les routiers en colère

32 000 patrons, petits et moins petits

Ils sont 32 000 chefs d'entreprise de transport routier en France, dont 29 000 pour le transport de marchandises. 75 % d'entre eux ont des entreprises de 5 salariés ou moins. Ce sont donc des petites entreprises artisanales, où patrons et ouvriers sont souvent au coude-à-coude. Chez les gros transporteurs, qui emploient cent chauffeurs et plus et ne représentent que 0,7 % de la profession (chiffre de 1980), le coude-à-coude existe sans doute aussi. Mais cette fois contraint et forcé, à en croire ces camionneurs salariés ayant déclaré à *France-Soir* du 23 février que « notre patron nous a interdit de rentrer » et a dit que « le premier qui lâche est mis à la porte » !

Cependant l'ensemble des petites entreprises réalisent à peine plus de recettes que les grandes (21,9 % contre 20,7 % d'après *Les Echos*), alors que les premières investissent plus que les secondes (27,3 % des investissements sont assurés par les petites entreprises de moins de 5 salariés, contre 18,5 % pour celles de plus de cent salariés). Pour l'investissement en matériel de transport, par exemple, les investissements de l'ensemble des petites entreprises en 1981 représentaient 1281 millions de francs, contre 767,5 millions de francs pour les plus grandes.

Or, avec la crise, la demande de transport de marchandises a diminué de 15 % depuis 1981. La part des transporteurs français dans le trafic routier international affectant la France serait passée de 48 % à 42 % ces quatre dernières années.

Aussi le ras-le-bol manifesté à la suite du blocage provoqué par la grève des

douaniers exprime-t-il des difficultés plus profondes. Certes, les camionneurs voudraient que les formalités douanières soient assouplies. Mais leurs difficultés, les camionneurs les imputent à la politique de Fiterman. En particulier ils dénoncent le décret sur le temps de travail qui est entré en application en mars dernier et qui réduit à 50 heures la durée moyenne hebdomadaire de travail calculée sur douze semaines, avec des crêtes possibles de 55 heures sur une semaine. Ce décret qui oblige les entreprises à réorganiser leur travail entraînerait, disent les routiers, une augmentation des coûts d'exploitation. Ce décret aurait coûté, d'après le président de la FNTR, « 11 % de productivité » aux transporteurs. Aussi ces mesures sont-elles jugées « irréalistes » par les patrons camionneurs. Avec l'accroissement des difficultés, les dettes, nombre d'artisans transporteurs doivent travailler pour le compte de plus grosses entreprises. Ces sortes de sous-traitants — que l'on appelle tractionnaires — sont prêts à travailler pour des prix très bas et acceptent de le faire hors des limites du décret, dans des conditions d'insécurité parfois invraisemblables. Ils sont ainsi utilisés par les grosses entreprises qui, d'ailleurs, soumises aux contrôles, ne se mettent pas elles-mêmes dans l'illégalité.

Si elles sont bien réelles, les difficultés d'un grand nombre de petits transporteurs qui se sont endettés jusqu'au cou pour travailler à leur compte, quand en réalité ils travaillent pour le compte des autres, il n'en reste pas moins que la colère des camionneurs est surtout sociale. Les camionneurs, face à leurs difficul-

tés, sont persuadés que le ministère des Transports dirigé par un ministre communiste ne peut que favoriser les fonctionnaires, « ceux qui ne travaillent que 39 heures », comme ils disent, et la SNCF contre les routiers. Pourtant, et ce sont *Les Echos*, journal patronal s'il en est, qui le faisait remarquer dans son numéro du lundi 20 février, « Charles Fiterman a sans doute porté sur le transport routier une attention supérieure à celle de tout autre ministre des Transports et a obtenu des avantages depuis longtemps et en vain réclamés, comme notamment la détaxe partielle du gazole ». En en effet la détaxe de 50 % de la TVA sur le gazole a été accordée en avril 1982, à raison de 10 % par an. Elle sera complète en 1986. Elle représente déjà un manque à gagner pour le budget de l'Etat de 2,4 milliards de francs en 1984. D'autre part, le gouvernement a accordé aux routiers que leurs tarifs suivent l'évolution des prix. Jacques Delors leur a permis une augmentation de 2,5 % à 3 % en plus de celle de 8 % prévue pour 1983. C'est bien plus qu'il n'est accordé aux salaires des ouvriers !

Et pourtant c'est bien la tête du ministre communiste que veulent les camionneurs qui bloquent les routes, sûrs de leur bon droit. Ils relaient les viticulteurs du Midi, les éleveurs de porcs de l'Ouest, les partisans de l'école privée, pour manifester, au moment où les effets de la crise se font sentir pour eux, leur hostilité vis-à-vis d'un gouvernement qui, à leurs yeux, favoriserait la classe ouvrière tandis qu'il les ferait payer, eux.

Patricia MULIAN